



GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction interministérielle
de la transformation publique



Construisons ensemble l'évaluation de l'impact de la participation citoyenne

*Journée organisée par le Centre Interministériel de la
Participation Citoyenne (CIPC)*

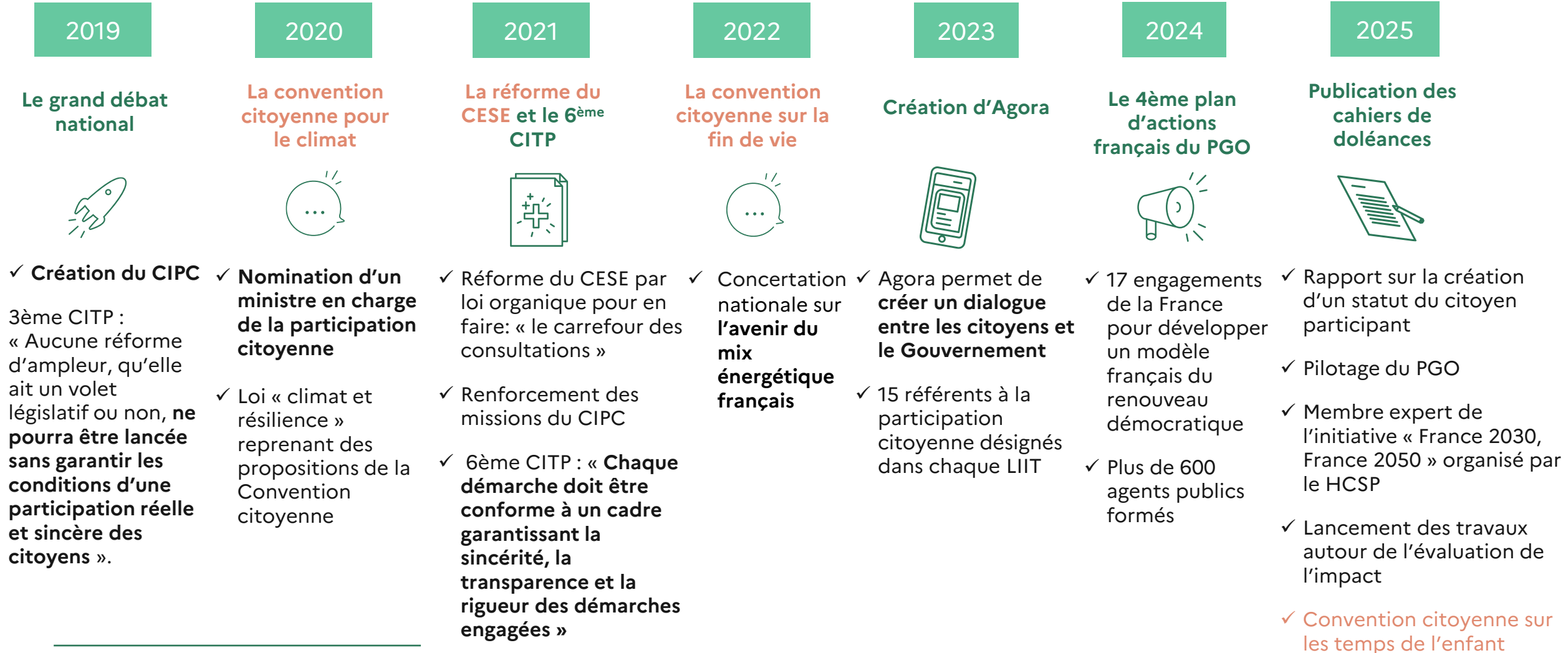
13 février 2026

Service innovation et participation citoyenne

Mot d'ouverture

*Typhanie Scognamiglio, responsable du CIPC et Léa Larose,
cheffe de projet*

La participation citoyenne s'est fortement développée au niveau de l'État depuis 2019



Le CIPC a été créé en 2019 pour développer la participation citoyenne au niveau de l'Etat

Raison d'être

Faire de la participation citoyenne une **modalité d'action pour élaborer les grandes réformes du Gouvernement et les politiques publiques**. L'objectif est de **créer les conditions pour faire de la participation citoyenne une politique publique**.

Ses missions

1. Nourrir et mettre en œuvre la feuille de route du Gouvernement en matière de participation citoyenne
2. Renforcer la pratique de la participation dans les administrations sur les grandes réformes de l'Etat
3. Mesurer l'impact de la participation citoyenne
4. Assurer le pilotage du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert et la mise en œuvre de ses actions
5. Diffuser l'expertise et former les administrations pour une transformation culturelle et des pratiques



Depuis 2023, le CIPC est mobilisé dans une mission plus programmatique du **renouveau démocratique**, au-delà des seuls dispositifs de participation citoyenne.



Liste des démarches volontaires

16 dispositifs en présentiel, dont 5 accompagnés par le CIPC représentant 1 300 participants :

- **2025** - Convention citoyenne sur les temps de l'enfant - CESE
- **2025** - Concertation résilience : inventons le territoire de demain – Préfecture du Pas-de-Calais
- **2023** - États généraux de l'information - MC
- **2023** - Concertation nationale sur le mix énergétique – MTE et MRD
- **2022** - Convention citoyenne sur la fin de vie - CESE
- **2022** - Concertation sur l'avenir des vallées dans les Alpes maritimes - MCT
- **2021** - États généraux de la justice - MJ
- **2021** - Volet national de la conférence sur l'avenir de l'Europe - MEAE
- **2021** - Sobriété en emballages alimentaires - CNA
- **2021** - Grenelle de l'éducation - MENESR
- **2020** - États généraux du numérique pour l'éducation - MENESR
- **2020** - Convention citoyenne pour le climat - CESE
- **2019** - Grand Débat national - PR
- **2017** - Assises des Outre-mer - PR
- **2017** - États généraux de l'Alimentation - MAA
- **2017** - Objets connectés et applications numériques en santé - CNS

Liste des démarches volontaires

30 dispositifs en ligne dont 22 accompagnés par le CIPC représentant 457 000 participants

- **2026** – Viginum – MEFS
- **2026** – France 2035 – France 2050 - HCSP
- **2026** – Reconquérir notre souveraineté alimentaire - MASA
- **2026** - Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique : quelles priorités pour 2026 ? - Cium
- **2025** - Stratégie nationale ESS
- **2025** - Place des femmes en agriculture - MASA
- **2025** - FB Direct – Plan d'action 2026 - PM
- **2025** - Plan d'action collective pour l'enseignement agricole – Préfecture Nouvelle-Aquitaine
- **2024** - La France dans l'Europe : quel avenir, quelles priorités ? Secrétaire d'Etat chargé de l'Europe
- **2024** - Handicap : tous concernés, tous mobilisés - MPSH
- **2024** - L'intelligence artificielle : quelles priorités ? – comité de l'IA générative
- **2024** - Quelle réforme pour le métier d'infirmier ? - MOTPS
- **2024** – Agriculture : comment mieux rémunérer les agriculteurs ? - MASA
- **2023** - Entrepreneuses, entrepreneurs : quelles mesures
- **2023** - Quartiers 2030 : vos projets pour les quartiers – ANCT
- **2023** - Jeunes pour un monde solidaire - Secrétaire d'Etat chargée du Développement et des Partenariats internationaux
- **2023** - Stratégie nationale sur l'autisme et les troubles du neurodéveloppement - délégation interministérielle à l'autisme et aux troubles du neurodéveloppement
- **2023** - Faire de la France le leader de l'industrie verte en Europe - MEFSIN
- **2023** - Comment mieux encadrer et accompagner l'activité des influenceurs & créateurs de contenu en ligne ? - MEFSIN
- **2023** - Participation citoyenne : une appli, vos idées ! – MRD
- **2023** - Transition écologique : comment tous se mobiliser ? - MTECT
- **2023** - Comment agir durablement en faveur de la sobriété énergétique ? - MTE
- **2023** - Lutter contre les violences faites aux enfants : en parler, pour agir – Secrétaire d'Etat chargé de l'enfance
- **2023** - Budget : comment financer la transition écologique ? - MCP
- **2023** - Démocratie locale : comment s'engager au service de sa commune ? - MCTR
- **2021** - Consultation citoyenne sur les discriminations - MEFHDEC
- **2021** - Habiter la France demain - MTEL
- **2018** - Mon projet pour la planète - MTES
- **2018** - Mon idée pour le Français - MEAE
- **2018** - Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) - MEFSIN

Programme de la journée

10h - Impact de la participation citoyenne : de quoi parle-t-on ?

10h30 – Ateliers en sous-groupes

11h - Table ronde : regards croisés sur l'évaluation de l'impact

12h05 - Ateliers en sous-groupes

12h35 – Pause déjeuner

13h45 - Panorama international : quels enseignements ?

14h15 - Concrètement, quels outils ?

14h45 - Ateliers en sous-groupes

15h55 - Le Baromètre de la participation citoyenne de l'OCDE

16h30 – Clôture de la journée

Prochaines étapes

1

Coconstruire un référentiel commun avec les référents participation citoyenne dans les ministères et les laboratoires interministériels d'innovation territoriale (LIIT)

2

Partager ce questionnement avec des partenaires internationaux et dans le cadre de groupes de travail dédiés

3

Mettre en place un parcours qui permette de compléter et diffuser le référentiel (formation, guide)

4

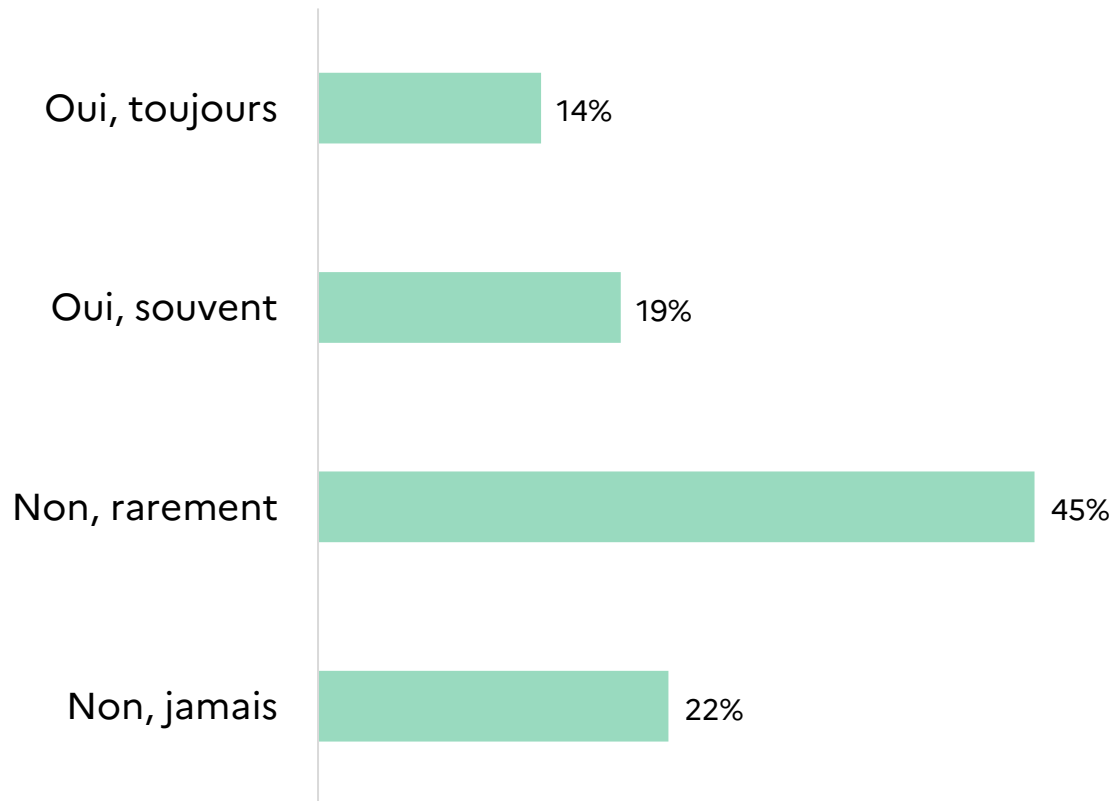
Sensibiliser les agents à l'importance d'utiliser le référentiel

5

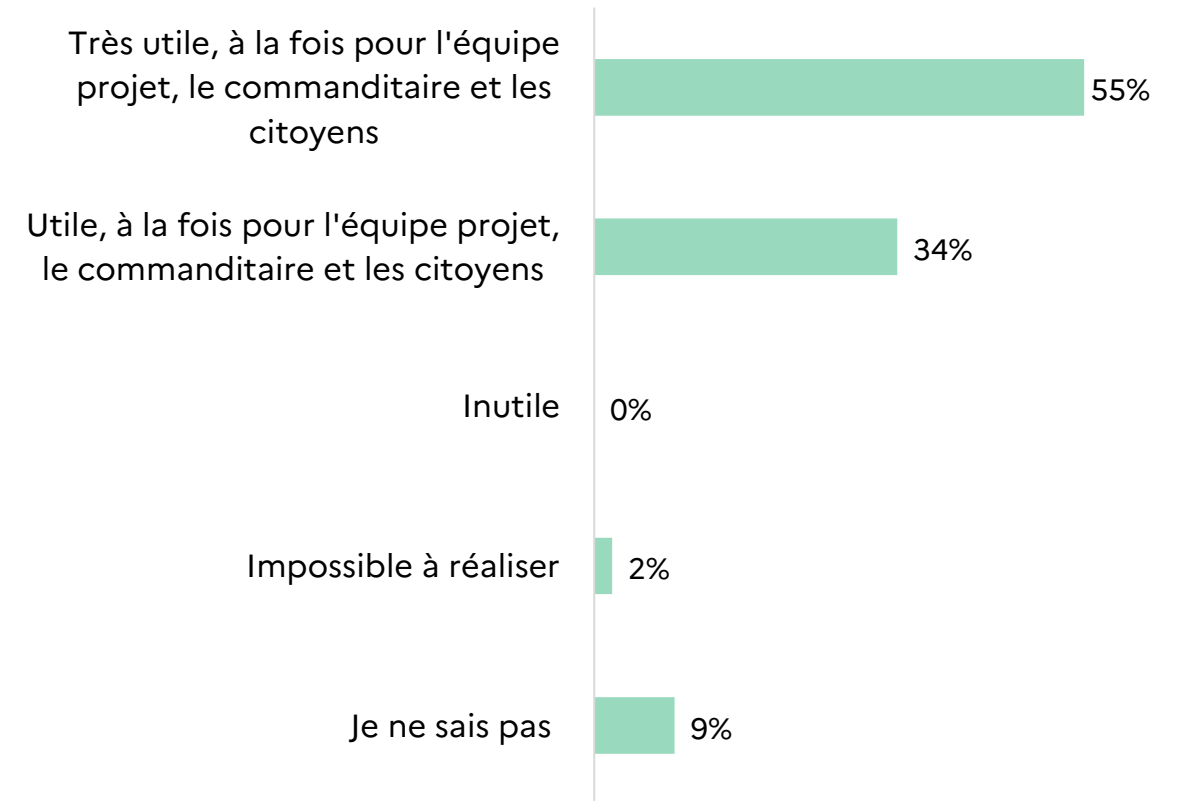
Organiser un processus de remontée de la donnée chaque année pour que le CIPC puisse faire un bilan

Résultats du sondage

Avez-vous déjà évalué une démarche de participation citoyenne ?

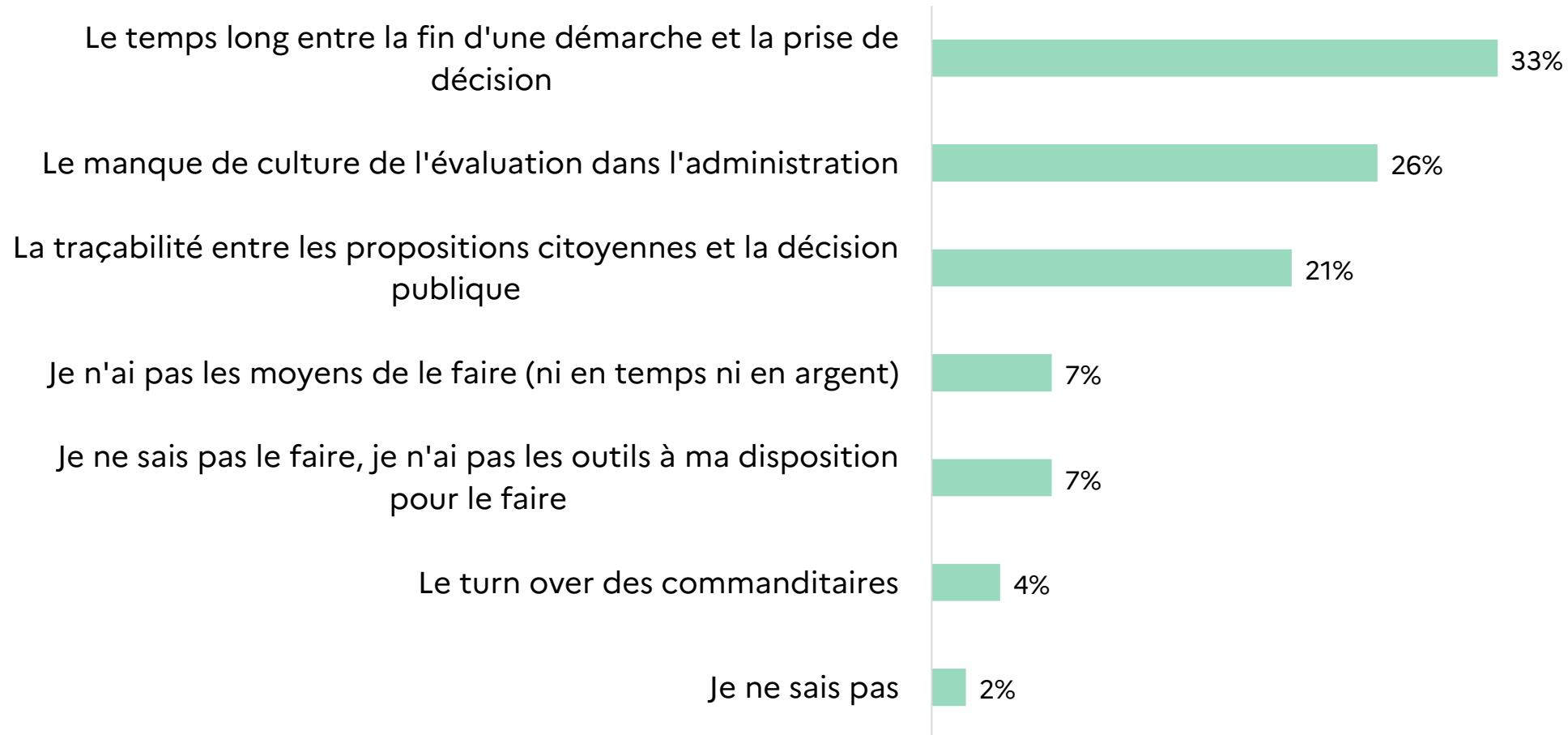


Vous trouvez que l'évaluation de l'impact des démarches participatives dans la conception des politiques publiques est :



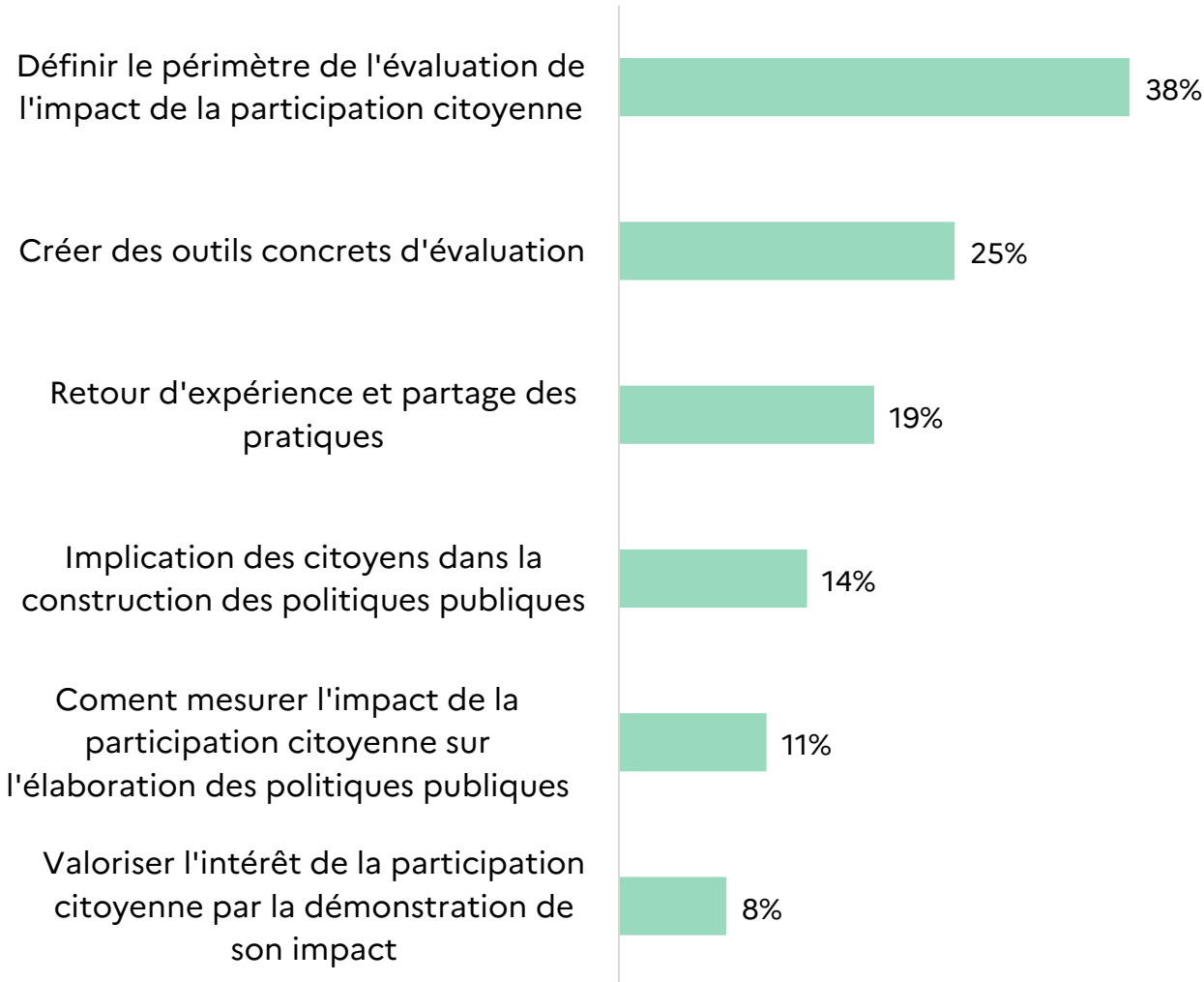
Résultats du sondage

Selon vous, quels sont les 2 principaux facteurs qui rendent difficiles l'évaluation de l'impact de la participation citoyenne ?



Résultats du sondage

Ce que vous souhaitez aborder durant cette journée :



Extrait de vos contributions :

- « Outils et formation pour l'évaluation »
- « Comment évaluer l'impact d'une démarche participative sur une politique publique »
- « Retex des différentes actions mises en place sur le terrain, partage des différents périmètre des acteurs »
- « Comment rendre visible cet impact en interne et externe et montrer le progrès rapidement aux citoyens ? »
- « La construction d'indicateurs pour mesure l'impact »

**Mesurer l'impact de la participation citoyenne :
de quoi parle-t-on ?**

Evaluer la participation citoyenne: méthode de travail

Le CIPC a initié un travail autour de l'évaluation dont l'objectif est d'atteindre un **référentiel d'évaluation**

Ce référentiel comporte :

- Des **objectifs** et **usages** de l'évaluation
- Une **stratégie** d'évaluation
- Des **questionnaires**
- Des **critères**
- Des **données** à recueillir

Ces premiers résultats d'évaluation se basent sur **46 dispositifs volontaires** menés au niveau de l'État

Le CIPC en a accompagné **27** :

- 22 en ligne
- 5 en présentiel

Les données ont été récoltées à l'aide de **plusieurs outils**

- Un **travail de collecte de données** réalisé avec les référents en charge de la participation citoyenne lors de la création du site participation-citoyenne.gouv.fr
- À travers des **séminaires de capitalisation** lorsque le CIPC était partenaire du projet
- Par des **entretiens** avec des commanditaires
- Une analyse des **données mises en ligne** par les commanditaires

Enseignements tirés à partir des 46 dispositifs menés volontairement par l'Etat

Critères évalués

Pertinence et sincérité : le décideur public a précisé le périmètre et la finalité de la démarche via un **mandat de participation**



Dispositifs en présentiel

- Avec accompagnement du CIPC : **100%** des dispositifs avait un mandat de participation
- Sans : **55%**

Dispositifs en ligne

- Avec accompagnement du CIPC : **70%** des consultations en ligne ont précisé le point de sortie de la démarche
- Sans : **50%**

Recrutement et mobilisation : stratégie définie permettant de mobiliser une diversité de points de vue et des profils sur le sujet traité



- Avec accompagnement du CIPC : **80%** des dispositifs ont sélectionné leurs participants par tirage au sort
- Sans : **60%**

- Avec accompagnement du CIPC : **70%** des consultations ont + de 5 000 participants
- Sans : **90%**

Information : les participants ont reçu une information plurielle et contradictoire



- Avec accompagnement du CIPC : **100%** des démarches ont délivré une information plurielle et contradictoire
- Sans : **55%**

- Avec ou sans accompagnement : **0%**

Méthode d'animation : les citoyens ont participé suffisamment longtemps pour construire un avis collectif



- Avec accompagnement du CIPC : **100%** des démarches proposent plusieurs temps d'ateliers (au moins 2 journées)
- Sans : **55%**

N/A - Ce critère est spécifique aux démarches en présentiel.

Transparence : publication des résultats du dispositif



- Avec ou sans accompagnement du CIPC : **100%**

- Avec accompagnement du CIPC : **90%**
- Sans : **75%**

Bilan : quels enseignements tirer de cette évaluation (1/2)

Pertinence et sincérité

- ✓ Lorsque les dispositifs sont accompagnés par le CIPC ou un expert de la participation citoyenne (ex : CESE), **un mandat de participation est systématiquement publié**. En dehors, le commanditaire présente la raison d'être de sa démarche aux travers d'**éléments de communication**.
- ✓ La majorité des consultations en ligne identifient clairement leur point de sortie mais une **part résiduelle des consultations ne sont pas assorties d'un livrable clairement identifié, notamment lorsque la démarche est proposée très en amont de la décision**. Comment identifier l'impact dans ces cas ?

Recrutement et mobilisation

- ✓ Sur les 5 dispositifs en présentiel accompagnés par le CIPC, 3 sont au niveau national et 2 dans les territoires. Au niveau national, 100% des dispositifs ont fait l'objet d'un tirage au sort. **Au niveau des territoires, le tirage au sort a dû être adapté, sur la base d'une liste de participants ayant manifesté leur intérêt**
- ✓ L'avantage d'un **outil interministériel de consultation** (Agora) est de multiplier le nombre de sujets mis en discussion auprès des citoyens. En revanche, **les campagnes de communication ont été moins intenses** (nombre de participants un peu plus faibles que les consultations portées par les ministères sans cet outil).

Information

- ✓ Sur les consultations en ligne, il est difficile de **contrôler la manière dont s'informent les citoyens**, si ce n'est en renseignant des liens dont les sources sont identifiées par le commanditaire lui-même.

Bilan : quels enseignements tirer de cette évaluation (2/2)

Méthode d'animation

- ✓ **La durée de concertation est en moyenne plus longue avec le CIPC** ou autre un garant en matière de participation citoyenne. Le temps de débat est un élément clé pour permettre aux citoyens de partager leurs points de vue et construire un avis collectif.
- ✓ Ce critère ne peut pas être défini pour une consultation en ligne. **Comment faire pour évaluer la « richesse » d'une consultation numérique : la diversité des questions ? La durée de consultation ?**

Transparence

- ✓ Depuis 2019, l'ensemble des concertations en présentiel volontaires de l'État ont publié une synthèse de leurs résultats. La réponse politique n'est par contre pas systématique pour garantir le devoir de suite auprès des participants.

Conclusion

- ✓ Dès lors que des experts de la participation citoyenne sont impliqués dans la mise en œuvre d'un dispositif (CESE, CIPC, CNDP), la qualité méthodologique de la démarche est améliorée.
- ✓ **Sur le plan méthodologique, nous pouvons observer de véritables améliorations même si la qualité de l'information délivrée aux participants peut encore être améliorée et que le tirage au sort reste une méthode coûteuse pour les commanditaires.**

Mesurer l'impact des démarches de participation citoyenne : comment faire ?

Les critères d'impact par profil



Les citoyens

- ✓ Mon avis a évolué
- ✓ J'ai découvert de nouveaux points de vue
- ✓ Je me suis engagé dans la vie démocratique
- ✓ J'ai davantage confiance dans les institutions



Les décideurs

- ✓ Je tire un enseignement des résultats
- ✓ J'ai mis en œuvre des propositions citoyennes



L'administration /les experts

- ✓ Je tire un enseignement des résultats
- ✓ Mes habitudes de travail ont évolué



Les corps intermédiaires

- ✓ J'ai de nouveaux arguments pour défendre mes positions
- ✓ Les termes du débat public ont changé/un nouveau sujet apparaît dans le débat public

La disponibilité des données aujourd'hui

Données disponibles ★ ★ ★

Données parcellaires ★ ★

Données à produire ou à consolider ★



Les citoyens



Les décideurs



L'administration
/les experts



Les corps
intermédiaires

Mon avis a évolué

J'ai découvert de
nouveaux points
de vue

Je me suis engagé
dans la vie
démocratique

J'ai davantage
confiance dans
les institutions

Je tire un enseignement
des résultats

J'ai mis en œuvre des
propositions citoyennes

Je tire un
enseignement des
résultats

Mes habitudes de
travail ont évolué

J'ai de nouveaux
arguments pour
défendre mes positions

Les termes du débat
public ont changé/un
nouveau sujet apparaît
dans le débat public

Ce que l'on vise

Données disponibles ★ ★ ★

Données parcellaires ★ ★

Données à produire ou à consolider ★



Les citoyens



Les décideurs



L'administration
/les experts



Les corps
intermédiaires

Mon avis a évolué

J'ai découvert de
nouveaux points
de vue

Je me suis engagé
dans la vie
démocratique

J'ai davantage
confiance dans
les institutions

Je tire un enseignement
des résultats

J'ai mis en œuvre des
propositions citoyennes

Je tire un
enseignement des
résultats

Mes habitudes de
travail ont évolué

J'ai de nouveaux
arguments pour
défendre mes positions

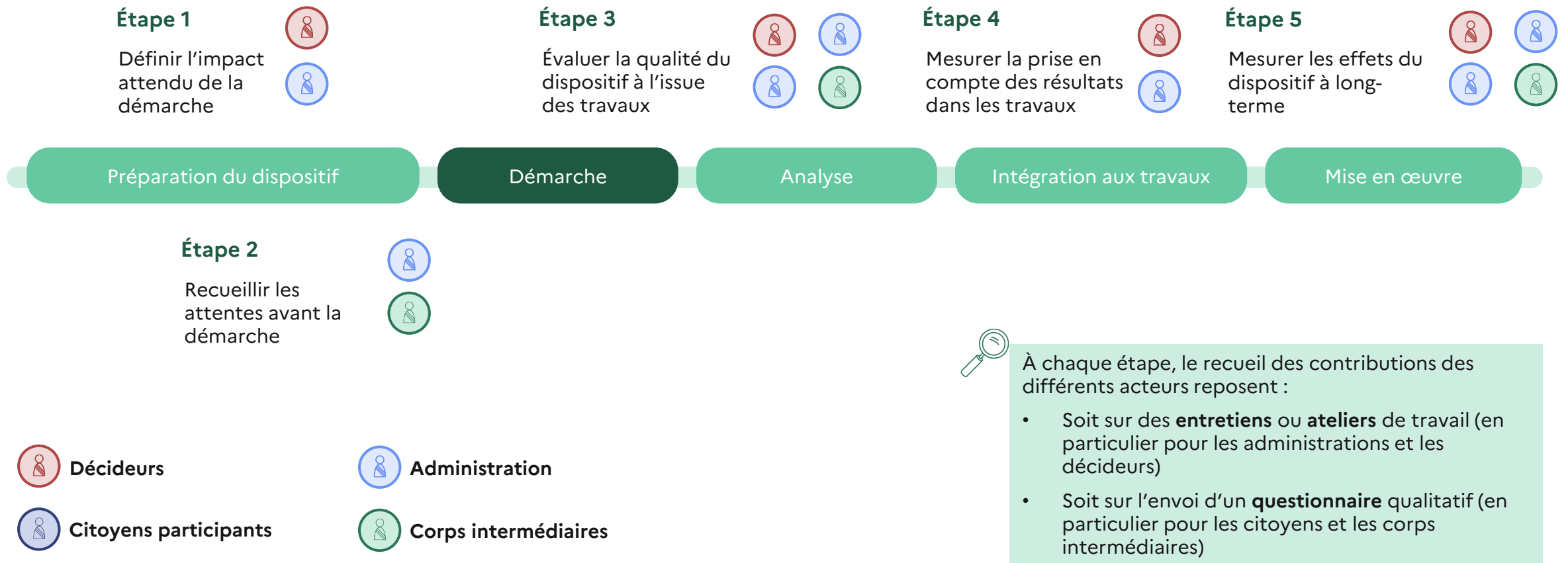
Les termes du débat
public ont changé/un
nouveau sujet apparaît
dans le débat public

Quels sont les acteurs en capacité de récolter ces données ?

Comment établir la crédibilité de cette démarche de collecte de données ?

**Présentation de la méthode et des
outils du CIPC pour mesurer l'impact
des démarches *Corentin Costard* et
Léa Larose, chefs de projet**

Cette méthode s'appuie sur le recueil du ressenti des différents acteurs en amont et en aval du dispositif



Étape 1 : définir l'impact attendu de la démarche avec les décideurs et l'administration



Établir les effets attendus de la démarche ainsi que les objectifs d'impact sur la décision publique et les citoyens



Pendant le cadrage de la démarche



Un atelier de travail d'1h



L'équipe projet en charge de piloter la démarche



Le support « Le Cap » (voir annexe 1) imprimé en A3

Le Cap
« On aura réussi si... »

TITRE DE LA DÉMARCHE

1 CONTEXTE
Constat de départ
Aujourd'hui on observe que...
Ambition
...et le changement visé avec cette démarche, c'est...

2 NOTRE PRIORITÉ
Sujet à traiter
On choisit de se concentrer sur (cause du problème, opportunité)...
Objectif d'impact
...et on aura réussi notre démarche si...
Indicateurs d'impact
Quantitatif :
Qualitatif :

3 NOS ACTIONS
Démarche
On va mettre en place... Avec qui / pour qui :
Ressources : pour réussir, on a besoin de...
Résultats intermédiaires
...et on saura qu'on est sur la bonne voie si...
Indicateurs de déploiement
Quantitatif :
Qualitatif :
Moyens :
Indicateurs de résultats
Quantitatif :
Qualitatif :

Le Campus de la Transformation Publique | DITP



Étape 2 : recueillir les attentes avant la démarche auprès des citoyens participants et des corps intermédiaires



Évaluer au préalable les niveaux de confiance et de connaissance des citoyens et des corps intermédiaires (facultatif) pour mesurer leur évolution après la démarche



Au lancement de la démarche (au début de l'atelier participatif ou en questions préalables à une consultation en ligne)



Un questionnaire transmis en version papier ou directement intégré dans le questionnaire de consultation



L'ensemble des participants à la démarche et les corps intermédiaires engagés dans le dispositif le cas échéant



Un questionnaire disponible sur Grist



Étape 3A : évaluer la qualité du dispositif avec les décideurs et l'administration



Vérifier que la démarche a respecté les standards méthodologiques et identifier des pistes d'amélioration



Quelques jours après la démarche



Un entretien d'une heure



L'équipe projet en charge de piloter la démarche



Une grille d'entretien disponible sur Grist



Étape 3B : évaluer la qualité du dispositif avec les citoyens participants et les corps intermédiaires



Objectiver le retour d'expérience du commanditaire sur la qualité méthodologique de la démarche avec les citoyens



Quelques jours après la démarche



Un questionnaire transmis par e-mail*



L'ensemble des participants à la démarche



Un questionnaire disponible sur Grist



Étape 4 : mesurer la prise en compte des résultats dans les travaux avec les décideurs et l'administration



Rappeler au commanditaire et aux décideurs d'informer les participants et de garantir une réponse politique



1 à 2 mois après la démarche



Quelques appels téléphoniques ou une réunion



L'équipe projet en charge de piloter la démarche



Un exemple de réponse politique



Étape 5A : évaluer les effets de la démarche à long-terme sur les décideurs et l'administration



Mesurer les effets à long-terme de la démarche sur les décideurs et l'administration (méthode de travail entre administration et société civile, sentiment à l'égard de la participation citoyenne, etc.)



6 mois après la démarche



Un questionnaire transmis par e-mail* (à compléter éventuellement avec 1 focus groupe)



L'équipe projet en charge de piloter la démarche et les acteurs en charge de la mise en œuvre des résultats



Une grille d'entretien disponible sur Grist



Étape 5B : évaluer les effets de la démarche à long-terme sur les citoyens participants et les corps intermédiaires



Mesurer les effets à long-terme de la démarche sur les citoyens (et les corps intermédiaires le cas échéant) par rapport aux réponses du premier questionnaire (niveau de confiance, etc.)



6 mois après la démarche



Un questionnaire transmis par e-mail* (à compléter éventuellement avec 1 focus groupe)



L'ensemble des participants à la démarche et les corps intermédiaires engagés dans le dispositif le cas échéant



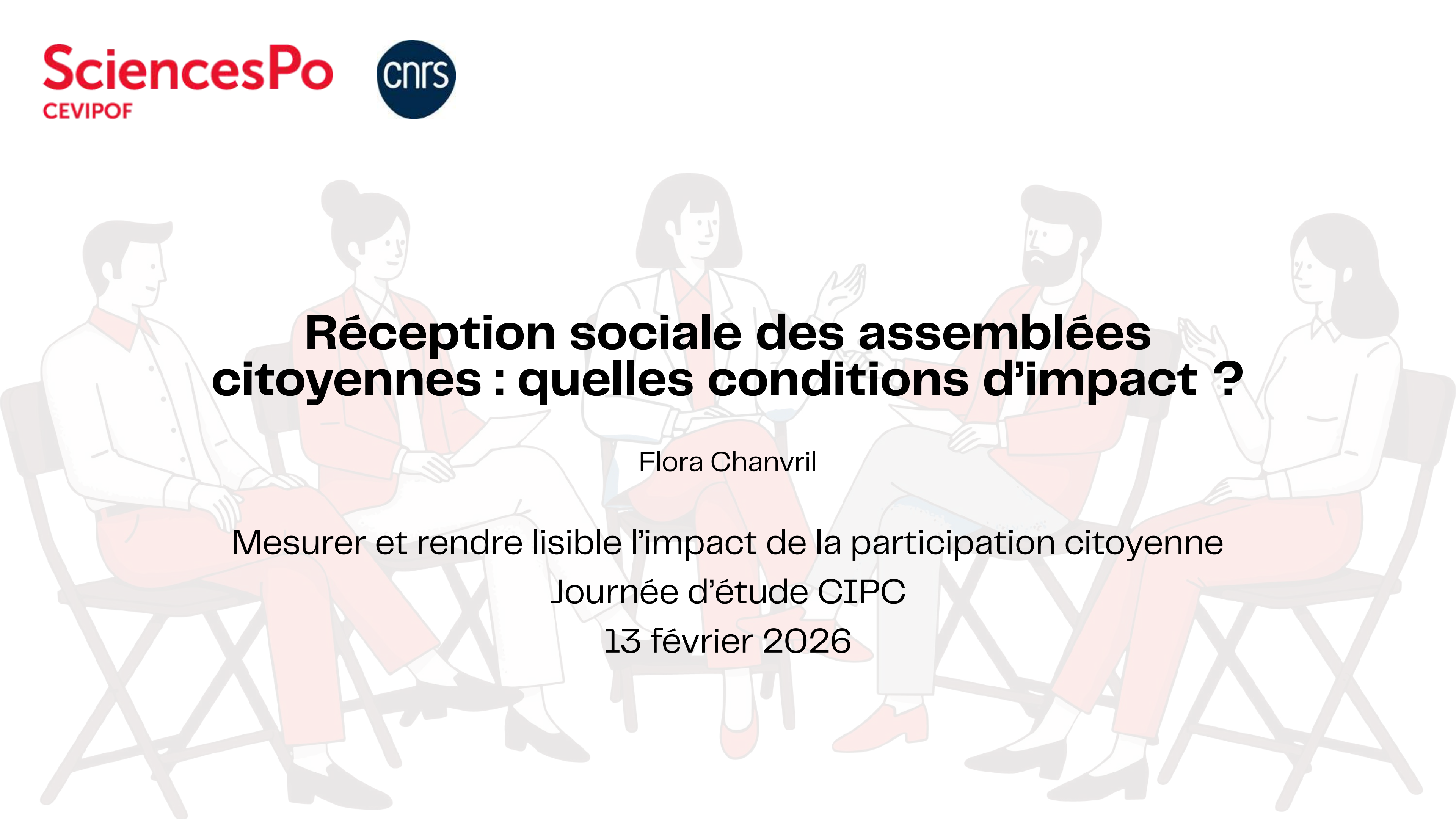
Un questionnaire disponible sur Grist



L'ensemble des données peuvent-elle être recueillies par un questionnaire ou un entretien ?

Comment aller au-delà du déclaratif pour évaluer l'impact des dispositifs ?

Existe-t-il d'autres acteurs à engager dans cette évaluation ?



Réception sociale des assemblées citoyennes : quelles conditions d'impact ?

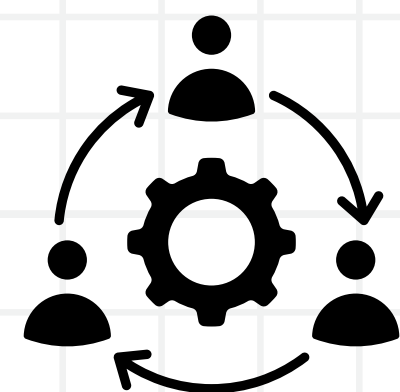
Flora Chanvriil

Mesurer et rendre lisible l'impact de la participation citoyenne

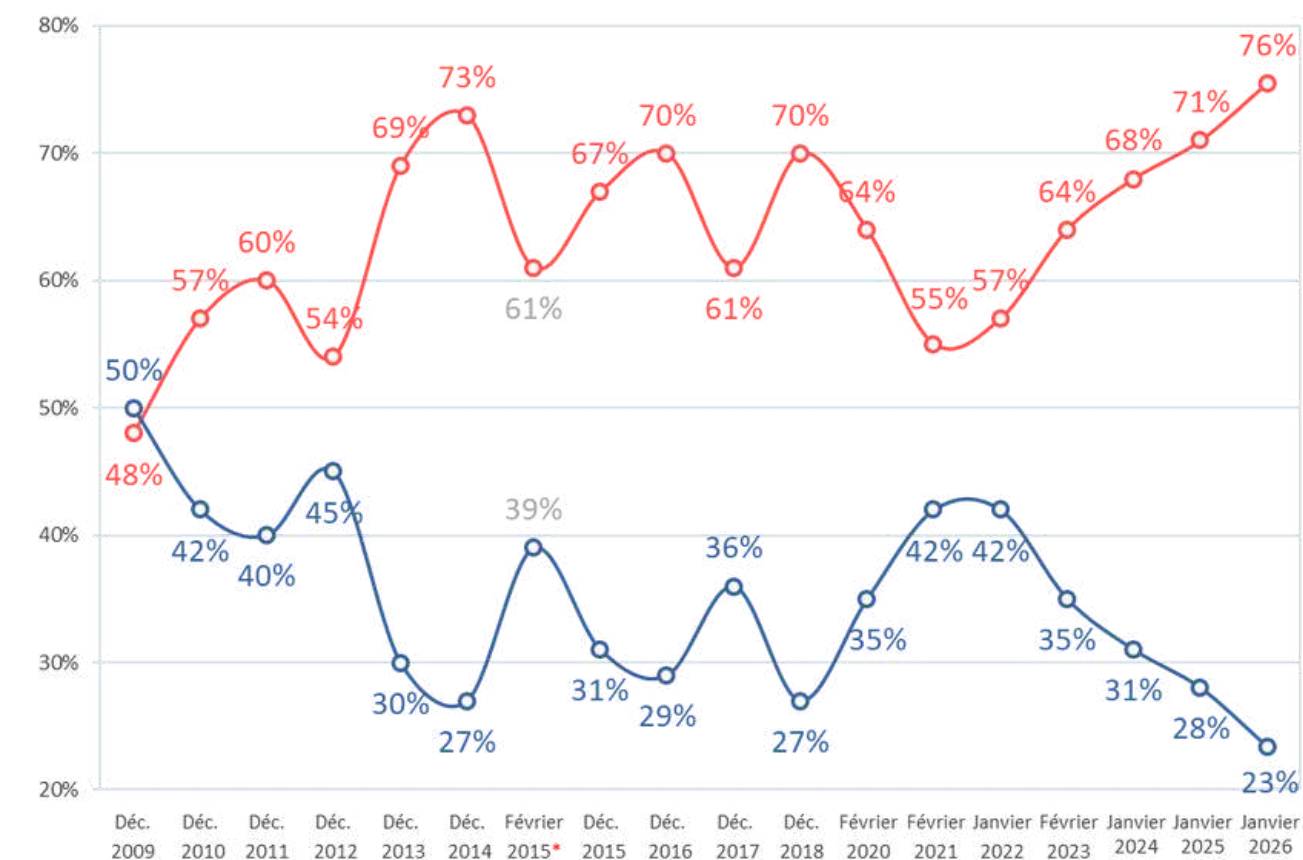
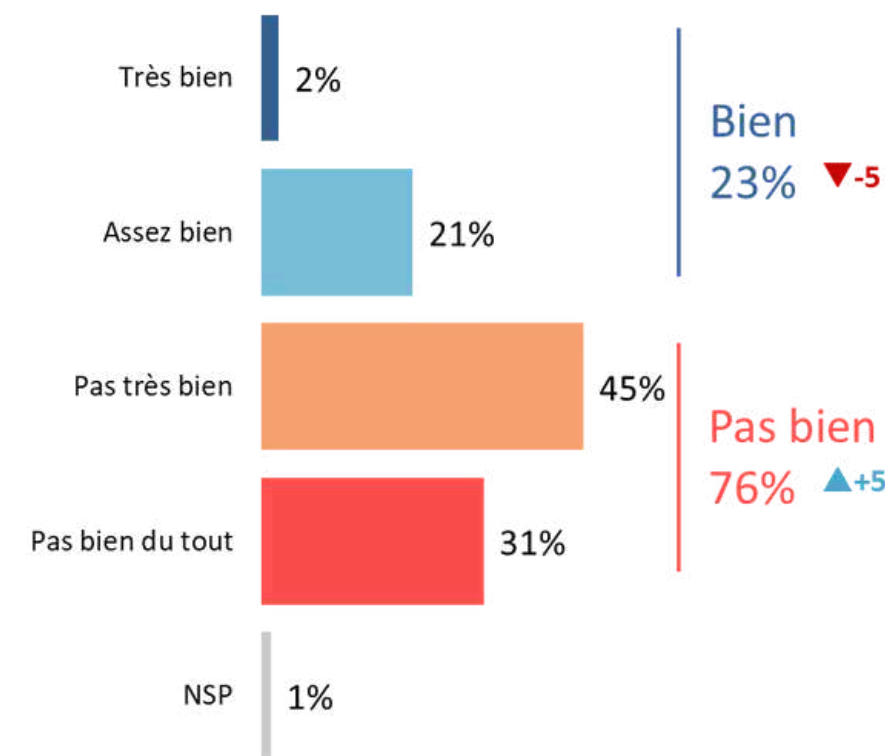
Journée d'étude CIPC

13 février 2026

Le constat initial : un système démocratique abîmé



Q22. Diriez-vous qu'en France la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout ?



*Vague 6b, réalisée suite aux attentats de janvier 2015

Source : Enquête Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF

Le paradoxe de la démocratie dysfonctionnelle



L'attachement au système démocratique :

82% : avoir un système démocratique est une bonne chose

Le rapport au vote :

76% : attachement au vote comme outil d'expression démocratique

Le manque de démocratie directe :

72% : la démocratie fonctionnerait mieux si les citoyens étaient associés plus directement aux décisions politiques

Source : Enquête Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF

Quelle confiance dans les assemblées citoyennes ?

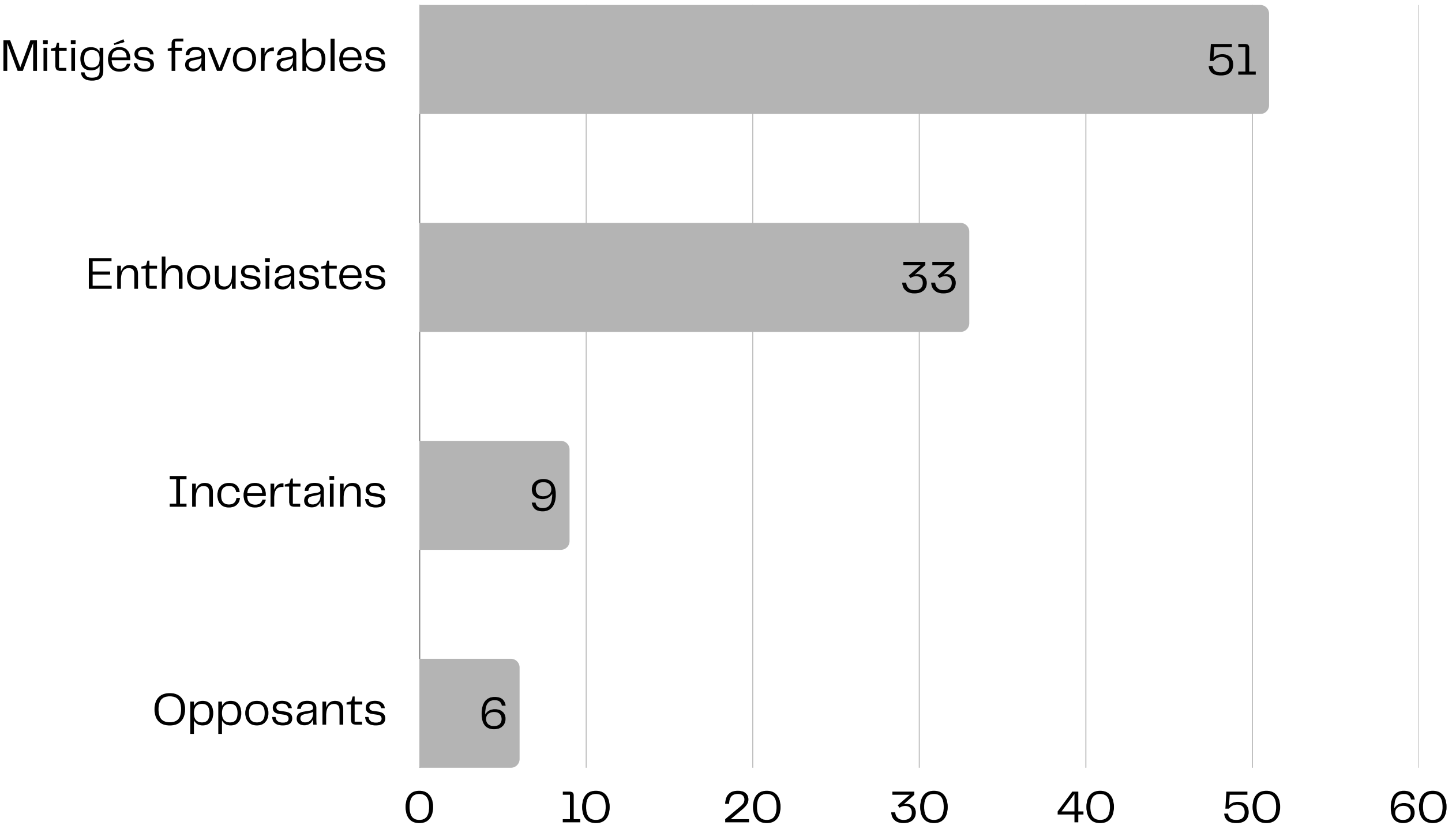
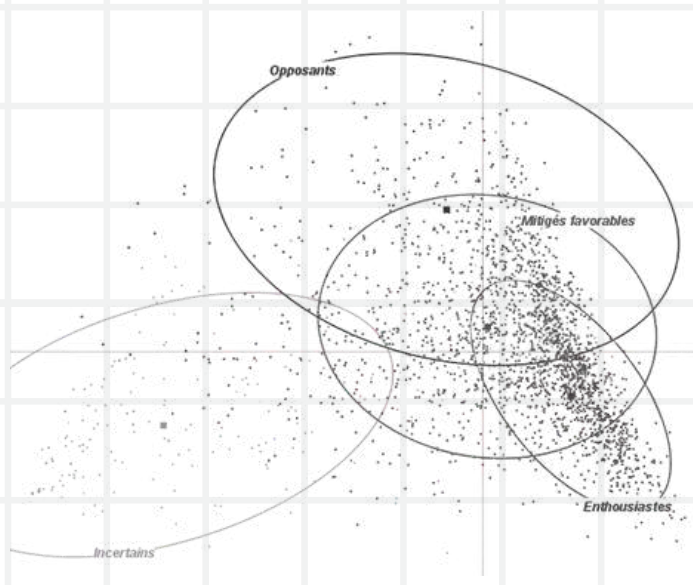
50 % font confiance aux **assemblées citoyennes**

Source : Enquête DeCoDe, SAB Sciences Po, 2025

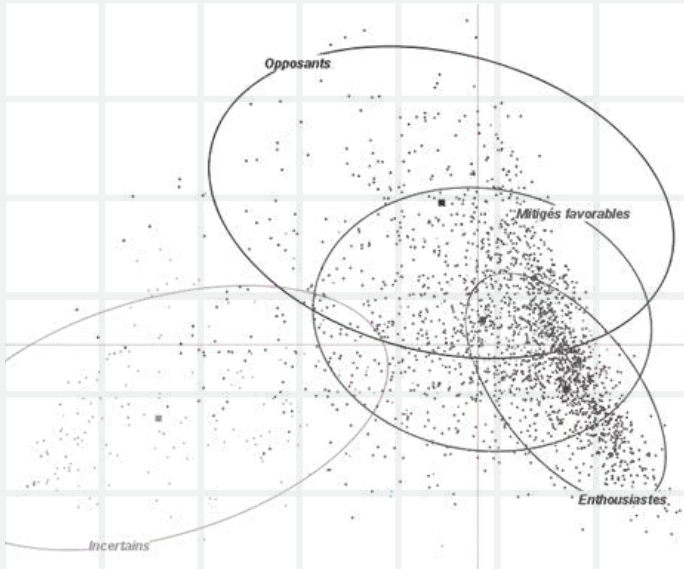
Par la suite : AC = Assemblée Citoyenne



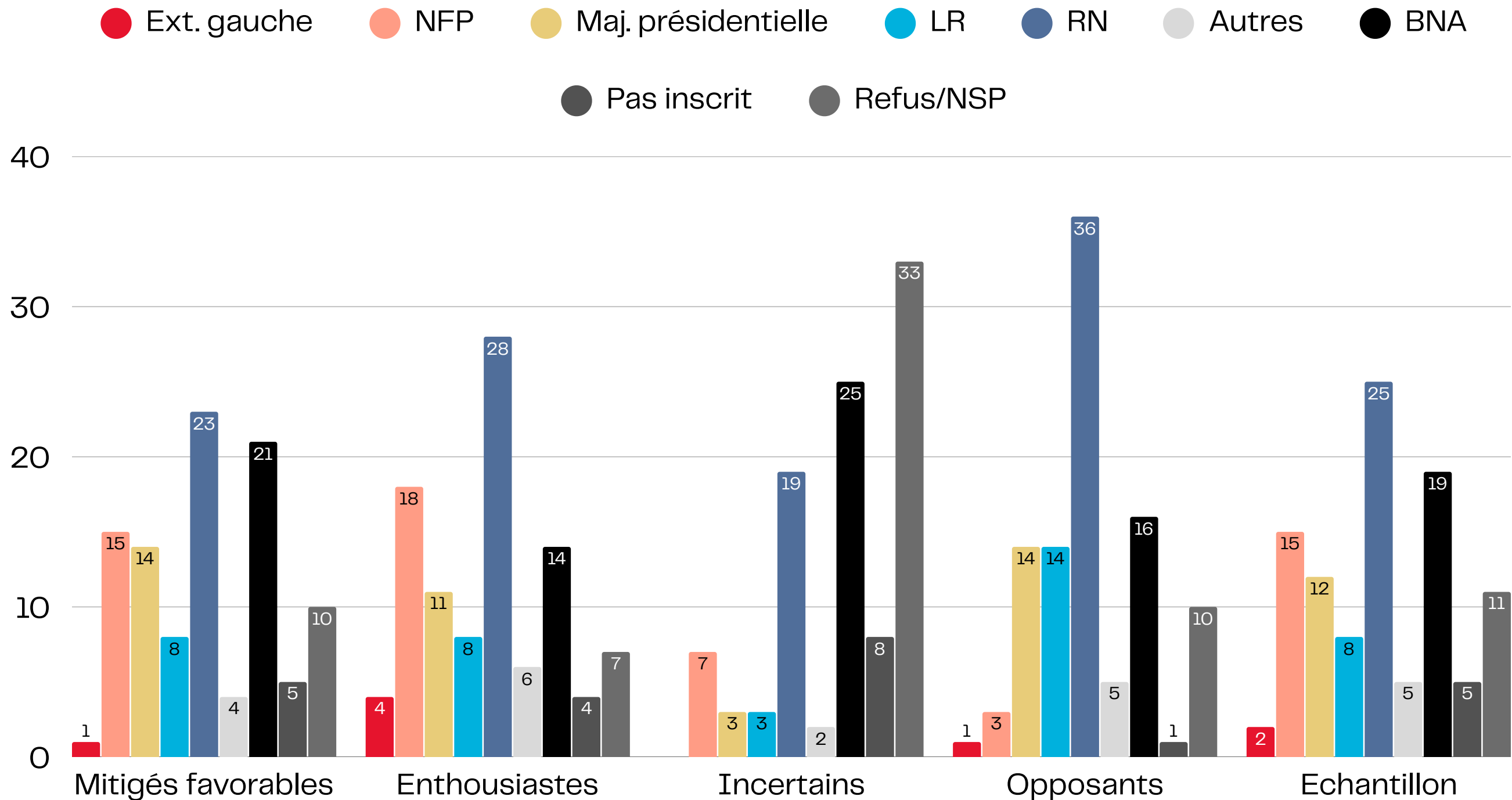
Une typologie des attitudes envers les AC



La réception varie selon les univers politiques



Clivages politiques (reconstitution de vote T1 législatives 2024)



Source : Enquête DeCoDe, SAB Sciences Po, 2025

La quête d'une démocratie plus directe



La quête d'une démocratie plus directe :

79% : recours plus fréquent au référendum pour décider de lois ou de politiques publiques importantes (Baromètre confiance 2026)

L'articulation entre démocratie délibérative et démocratie représentative :

79% : soumission à référendum des propositions issues des AC (Baromètre confiance 2026)

Le souhait de supprimer le Sénat :

53 % : remplacer le Sénat (enquête DeCode 2025)

Conclusion



Les **assemblées citoyennes** bénéficient d'une **légitimité sociale** majoritaire mais en partie conditionnelle.

Leur **impact politique** dépend de leur articulation avec la **démocratie représentative**.

Le **référendum** apparaît comme un **mécanisme de validation** aux yeux des citoyens.

Évaluer l'impact de la participation du public : pratiques et enseignements

Atelier DITP | 13 Février 2026



Open
Government
Partnership



A photograph of a group of people at a conference or meeting. In the foreground, a woman with dark hair, wearing a white t-shirt and a blue lanyard with a badge, is gesturing with her hands while speaking. To her left, a man in a white shirt and blue lanyard is looking towards her. In the background, several other people are standing and talking. A white text box is overlaid on the left side of the image, containing the title in blue text. The background is a large room with light-colored walls and a wooden floor.

Participation & évaluation au coeur du PGO



Le Partenariat pour un gouvernement ouvert

Fondé en 2011 par 8 Chefs d'Etats et 9 leaders de la société civile*, convaincus que la **collaboration et la co-construction avec la société civile renforce la légitimité et l'efficacité de l'action publique.**

**Brésil, Inde, Indonésie, Mexique, Norvège, Philippines, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis*

Partenariat multi-acteurs

74

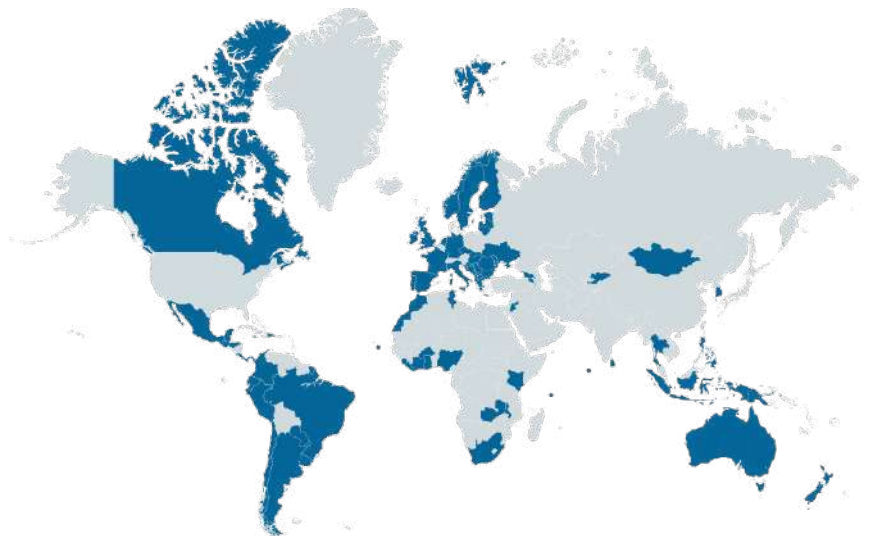
pays

1000+

ONG

150

gouvernements locaux



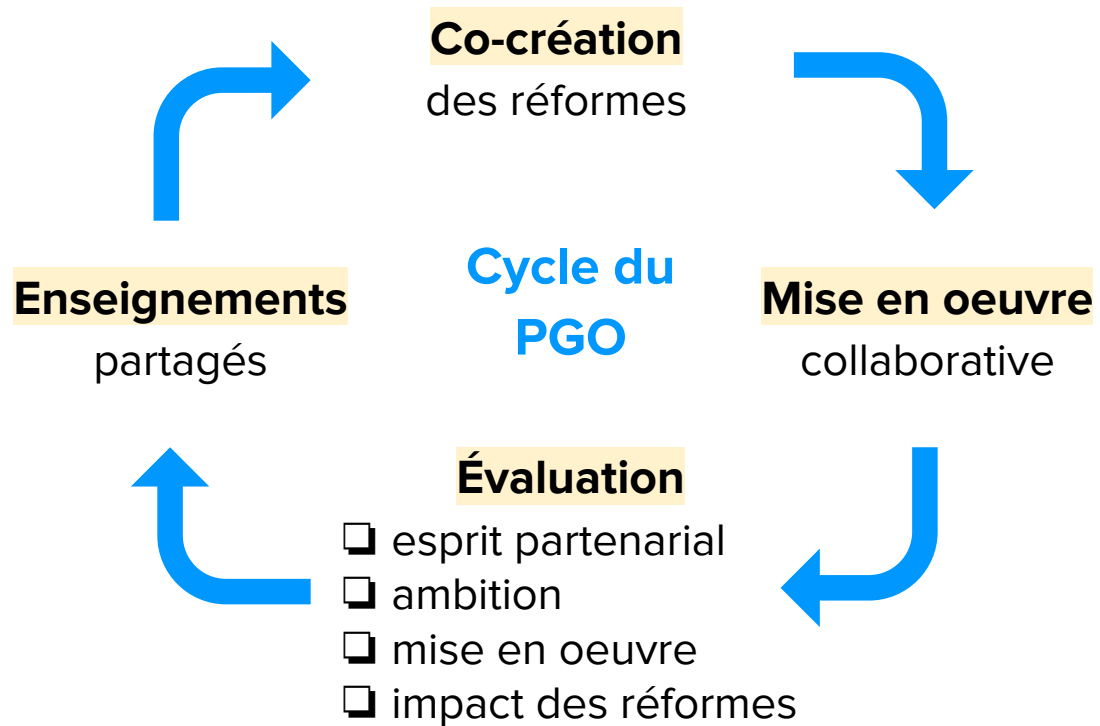
Comité directeur paritaire gouvernement / société civile : 2 co-présidents, 22 membres

Forums pour un Gouvernement Ouvert:
espaces de dialogue continu entre les institutions publiques et la société civile pour co-créeer et évaluer les réformes.





Action basée sur l'évaluation

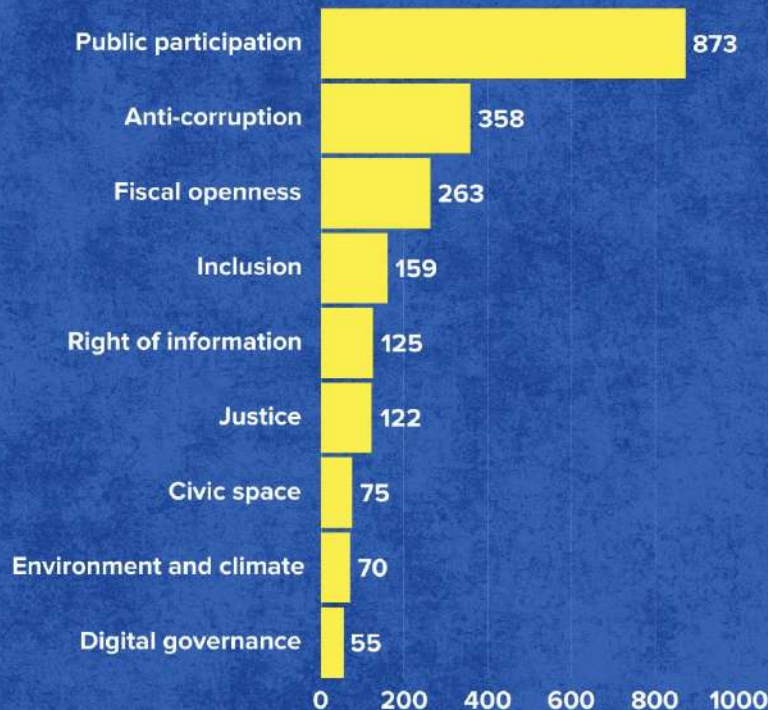


490 Plans d'Actions **5 900 réformes**



Most represented policy areas in OGP commitments

Number of commitments in national action plan since 2011



Participation citoyenne : une priorité croissante

2 486 réformes depuis 2011

1^{ère} priorité en Europe - *graphique*

218% d'augmentation depuis les derniers plans d'action - enjeu de politique publique avec la plus forte croissance

Données de l'impact des réformes : OGP Data Dashboard, Open Gov Guide, fiches thématiques.

Guide Open Gov

**Ressource de référence pour
faire progresser les réformes
dans votre secteur.**

Il intègre :

- des exemples de réformes inspirantes
- des données sur leur impact
- des recommandations d'experts

opengovpartnership.org/open-gov-guide



Open
Government
Partnership



Nouvelle-Zélande

Participation citoyenne au travail parlementaire

Plan d'action 2020-2022

PROBLÈME

La plupart des citoyens ne saisissent pas comment le Parlement influence leur vie quotidienne, comment s'informer sur le processus parlementaire, ni comment y participer.

SOLUTION

La Nouvelle-Zélande s'est engagée à mieux utiliser Parliament TV pour informer le public sur les travaux parlementaires et rendre le Parlement plus interactif.

RÉSULTAT

Depuis la réforme, **le nombre de contributions du public aux commissions parlementaires a fortement augmenté. En 2021, le seul projet de loi sur l'interdiction des pratiques de conversion a suscité 106 000 contributions, soit le double du total annuel précédent pour l'ensemble du Parlement.**



ORAL QUESTIONS - No 10

Khmelnyskyi, Ukraine

Co-construire l'action climatique

Prix de l'innovation OGP Local 2021

PROBLÈME

Absence de stratégie de long terme en matière de développement durable et manque de sensibilisation du public à la gestion appropriée des déchets solides.

SOLUTION

Les habitants ont contribué à l'élaboration du Plan d'action pour une ville verte. Ce plan définit des objectifs stratégiques, des actions et des investissements visant à rendre la ville plus écologique.

RÉSULTAT

À la suite de la guerre, le plan a intégré une évaluation des **besoins des personnes déplacées**. Cela a conduit à **prioriser l'amélioration de la flotte de trolleybus** au printemps 2023.



Peru

Suivi citoyen de l'action du Ministère de l'éducation

Plan d'action 2020-2022

PROBLÈME

Absence de suivi adéquat des réponses du ministère de l'Éducation aux signalements d'irrégularités dans le système éducatif.

SOLUTION

Le gouvernement a mis en place un système transparent permettant de comparer la qualité et le coût des établissements scolaires, de signaler des irrégularités, de suivre l'avancement des plaintes et d'évaluer le niveau de satisfaction des usagers.

RÉSULTAT

En 2023, le portail a enregistré une moyenne annuelle proche de 2 millions de visiteurs. Le gouvernement a **amélioré la rapidité de traitement des dossiers, réduisant de 80 % le délai de résolution des plaintes.**



A photograph of three people (two men and one woman) smiling and holding brochures. The brochures have text in French and Dutch, such as 'Assemblée citoyenne pour le climat' and 'Burgerraad voor het klimaat'. The background is a brick wall with stage lights.

Évaluer l'impact de la participation : état des lieux des pratiques

Source : revue globale de littérature sur l'évaluation de la participation citoyenne pour le DémoMètre (Démocratie Ouverte) et un programme du WRI sur la délibération citoyenne pour des transitions justes.

Importance croissante des évaluations d'impact

- **Améliorer** l'inclusion, la portée et les effets des dispositifs participatifs
- **Renforcer la confiance** des décideurs, des parties prenantes et du public dans un contexte de malaise démocratique, de défiance record dans les institutions, de coupes budgétaires, et de critiques politiques à l'égard de la participation
- **Bâtir un diagnostic partagé** sur la légitimité, pertinence, efficacité, efficience des démarches participatives



Bénéfices de la participation

- **Améliore l'action publique** : identification des problèmes et des besoins avec les usagers ; solutions innovantes ; plus grande accessibilité, efficacité et rentabilité.
 - **PGO** : réformes co-construites sont plus ambitieuses ([OGP Vital Signs](#) Report)
- **Réduit des coûts** : moindre risque de rejet et de délais grâce à une meilleure adhésion du public, diminution des dysfonctionnements, correction plus rapide
 - **Ecosse** : diminution du coûts des services publics via le codesign (40% évitable) ([Christie Commission on the future delivery of public services](#))
 - **Portugal** : diminution du nombre de recours judiciaires contre de grands projets d'infrastructure, moindre coûts juridiques, et accélération de la mise en oeuvre ([OECD Environmental Performance Reviews: Portugal 2023](#))
- **Renforce la confiance dans les institutions** : faire entendre sa voix est le 1er vecteur de confiance ([Participation citoyenne au cycle de l'action publique, OCDE](#))
 - **Nouvelle-Zélande, Taiwan, Kerala - Inde**: indice de confiance plus fort pendant la crise du COVID 19 grâce à une gestion transparente et inclusive



Carences dans l'évaluation de la participation du public

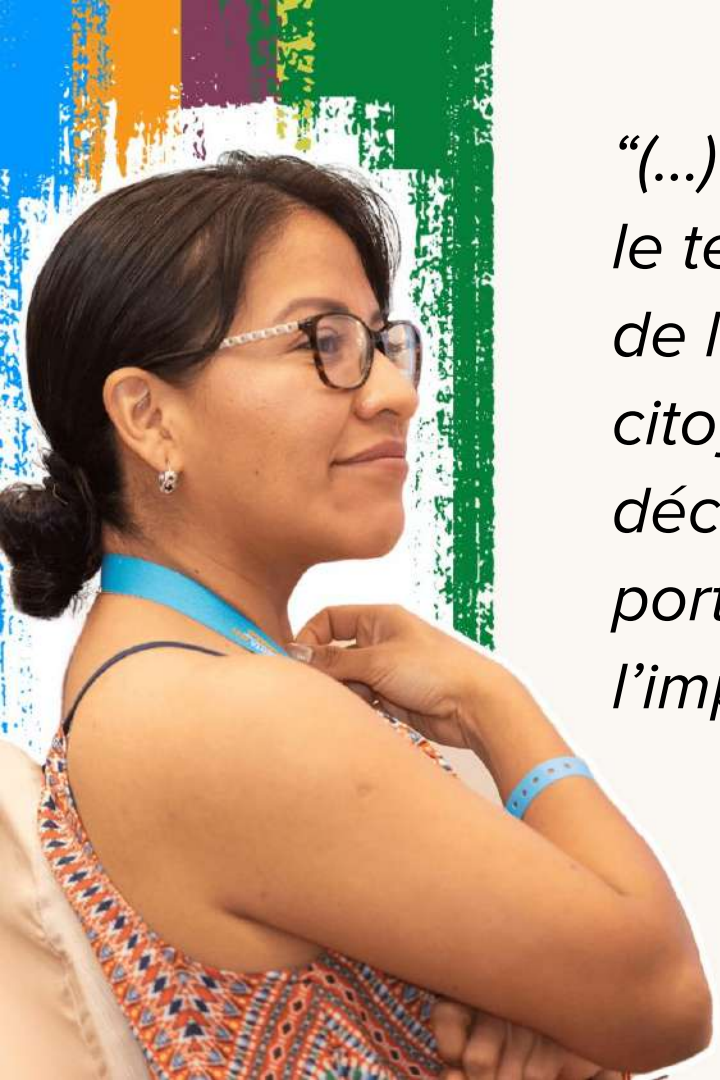
- **Peu d'évaluations des impacts** de la participation
 - **Démarches *ad hoc***, non systématiques
 - **Focalisation sur la qualité** des processus - ingénierie (pertinence, intégrité)
 - **Majorité d'évaluations *ex ante*** - avant la mise en oeuvre des propositions
- **Évaluation de dispositifs, moins de politiques participatives**
- **Faible accessibilité et agrégation des données** : partage limité des résultats des évaluations réalisées



Freins à l'évaluation d'impact

- **Réticences** des décideurs publics (opinion publique) et des agents publics (risque de perte de fonds faute de données probantes)
- **Débat sur ses implications** - participation citoyenne comme valeur
- **Grande diversité de critères et méthodes d'évaluation**
- **Besoin de temps** - impacts indirects, de long-terme
- **Besoin de ressources** - coût, expertise, compétences internes
- **Limitation fréquente aux parties prenantes** (incl. Initiateurs, organisateurs, facilitateurs, participants)
- **Faible prise en compte** des résultats des évaluations





“(...) Il existe un déséquilibre frappant entre le temps, l’argent et l’énergie que les pays de l’OCDE consacrent à associer les citoyens et la société civile à la prise de décision publique, et l’attention qu’ils portent à l’évaluation de l’efficacité et de l’impact de ces efforts.”

OECD, Evaluating Public Participation in Policy Making. OECD Publications, 2005

Exemples de critères d'évaluation :

impacts sur l'action publique

Formulation de préférences et propositions citoyennes

- ❑ Pertinence des réponses par rapport aux questions
- ❑ Valeur ajoutée des propositions - innovation, ambition, équité
- ❑ Impacts potentiels des propositions
- ❑ Niveau d'adhésion des participants au projet

Impact sur les politiques publiques et les projets

- ❑ Existence d'une réponse argumentée des pouvoirs publics
- ❑ Degré de prise en compte des propositions
- ❑ Evolution des acteurs et bénéficiaires
- ❑ Changements dans les projets présentés

Influence sur les pouvoirs publics

- ❑ Perception des agents publics sur la participation et l'enjeu traité
- ❑ Perception des décideurs
- ❑ Evolution des démarches participatives de l'institution publique (nombre, qualité, lien à la décision)



Exemples de critères d'évaluation : impacts sur le public

Influence sur les participants

- ❑ Degré de satisfaction
- ❑ Suivi des propositions
- ❑ Niveau de connaissance
- ❑ Changement de perception du sujet
- ❑ Évolution de la confiance dans les institutions
- ❑ Changements de pratiques

Influence sur le débat public

- ❑ Évolution de la couverture médiatique du sujet
- ❑ Niveau de sensibilisation du public sur le sujet
- ❑ Degré d'adhésion du public aux propositions citoyennes
- ❑ Évolution du débat sociétal

Influence sur l'action citoyenne

- ❑ Changement de perception sur le sujet
- ❑ Évolution de la confiance dans les institutions
- ❑ Changements de pratiques en lien avec le sujet
- ❑ Niveau de mobilisation du public sur le sujet



Diversité des méthodes d'évaluation

Principaux évaluateurs

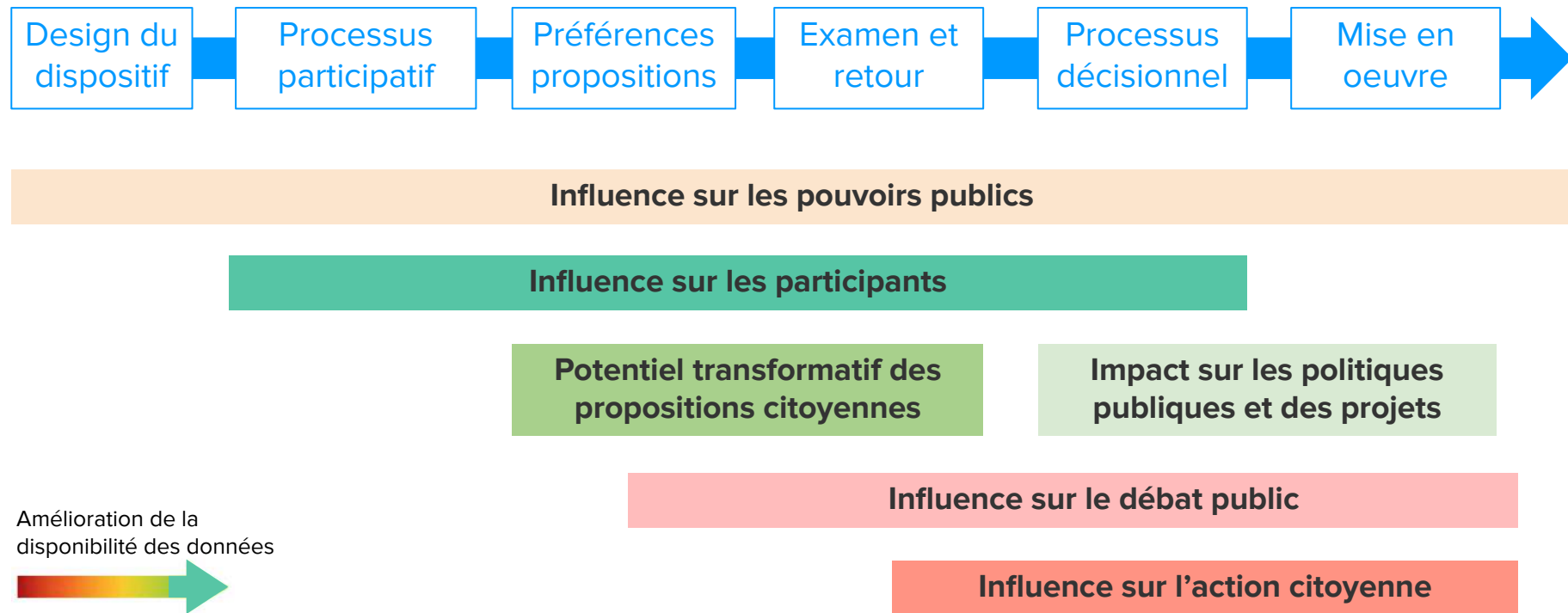
-  Institutions publiques
-  Experts techniques, indépendants
-  Evaluation participative impliquant les participants et/ou autres citoyens

Exemples de méthodes

- ❖ **Questions pour les parties prenantes** - questionnaires, entretiens, retours collectifs
- ❖ **Observations** du processus et de ses acteurs
- ❖ **Analyse des documents** (ex : cadrage, propositions)
- ❖ **Analyse des politiques et projets** concernés
- ❖ **Sondage du public** (ex: perception des propositions citoyennes)
- ❖ **Analyse du débat public** (couverture médiatique, interventions, sondages)



Forte disparité dans la disponibilité des données





Construisons
ensemble

Résultats des évaluations : enseignements de la littérature

Source : revue globale de littérature sur l'évaluation de la participation citoyenne pour le DémoMètre (Démocratie Ouverte) et un programme du WRI sur la délibération citoyenne pour des transitions justes.

Assemblée
citoyenne

climat

Formulation de préférences et de propositions citoyennes

Majorité des évaluations soulignent que les propositions citoyennes sont souvent :

- ❑ **pertinentes** par rapport au mandat - montrant la capacité des citoyen.ne.s à répondre à des questions même complexes
- ❑ **plus ambitieuses** que les projets avancés par les élu.e.s et pouvoirs publics
- ❑ **soucieuses d'équité sociale**, proposant des modifications, des aménagements ou des mesures compensatoires pour les plus désavantagé.e.s

Manque d'évaluation sur les multiples impacts socio-économiques, environnementaux des propositions.

Ex: potentiel d'atténuation des mesures pour le climat



Evaluation de l'impact des assemblées citoyennes pour le climat :

- Niveau d'élaboration et de précision des propositions très variable
- Corrélation entre le rôle confié aux assemblées et la qualité des propositions formulées

Appréciation d'orientations stratégiques	Évaluation des mesures climatiques existantes	Élaboration de nouvelles mesures climatiques
"100 % des membres ont recommandé que l'État joue un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique au moyen de mesures d'atténuation, notamment la rénovation des bâtiments publics (...) " <i>Rapport sur le changement climatique de l'Assemblée citoyenne d'Irlande</i>	"Sur la rénovation des logements, les membres ont légèrement privilégié une rénovation complète en une seule fois (56 %) plutôt qu'une rénovation progressive (44 %), tout en assortissant la première option de conditions relatives à son financement." <i>Rapport final de l'Assemblée pour le climat du Royaume-Uni</i>	"Nouvel article L. 173-2-1 du Code de la construction et de l'habitation : I. Les bâtiments à usage d'habitation qui ne respectent pas les normes minimales de performance énergétique, évaluées selon la méthode du diagnostic de performance énergétique, doivent faire l'objet d'une mise en conformité complète, telle que définie à l'article 17 bis L.111-1." <i>Rapport de la Convention citoyenne pour le climat</i>



Impact sur les politiques publiques et les projets

- ❑ **Existence d'une réponse argumentée des pouvoirs publics**
 - **Suivi très hétérogène** par les institutions commanditaires
 - **Lien souvent flou** entre le dispositif participatif et les politiques publiques faute de réponse claire

Assemblées citoyennes sur le climat

Lien entre le niveau d'engagement initial des institutions et le suivi des propositions



PIOR ANNOUNCEMENTS

Commitment to adopt recommendations
supported by 80
percent of the panel

Pledge to directly sent the recommendations to decision-making

Creation of a specific body in charge of
responding

Legal requirement to
publish a reasoned
reply under a clear
timeline

Commitment to publically respond

Intent to consider the recommendations

None

Washington CA

Camden CA

France CA

Wroclaw CA
Gdansk CA

Ireland CA

Scotland CA

Austria CA

Budapest CA

Oxford CA

UK CA
Germany CA

None

Pledge to consider recommendations
in future policies

Detailed response
on the relevance /
feasibility of the
recommendations,
without committing to
implement them

References to
the assembly
in policies

Adoption of some
recommendations
with a **pick-and-choose** approach
and/or lower ambition

Implementation of more than half of the recommendations
(with 80 percent support), others considered

EX-POST CONSIDERATION



❑ Degré de prise en compte des propositions citoyennes

Résultats très **variés** :

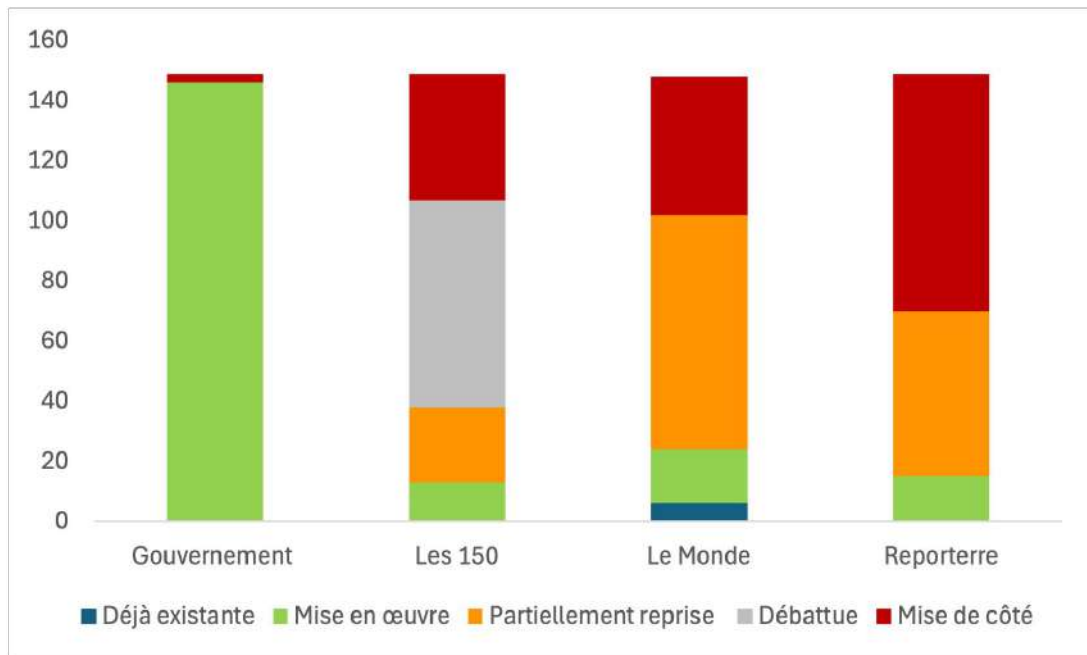
- **Selon le type de processus** - plutôt faible pour les consultations, fort pour les processus de codesign et budgets participatifs
- **Selon le niveau de gouvernance** : plus fort impact au niveau local que national pour les processus délibératifs
- **Parfois selon les évaluateurs** - pouvoirs publics, participants, experts, journalistes

Assemblées nationales sur le climat

- Influence limitée sur les décisions politiques
- Propositions sélectionnées et/ou édulcorées

Importance d'une évaluation indépendante pour réduire le risque d'une bataille des chiffres.

Résultats de quatre évaluations menées en 2021 sur la mise en œuvre des propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat.



Autrice : Mathilde Bouyé



GOVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

Suivi de la Convention citoyenne pour le climat

Synthèse

87 mesures
déjà mise en œuvre

3 mesures
écartées

59 mesures
en cours
de mises en œuvre

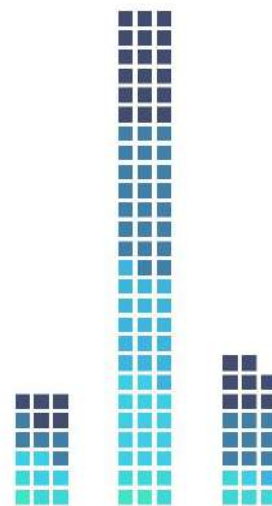
149

Leviers de mise en œuvre

- Loi Climat et Résilience (62)
- Constitution (1)
- France Relance (39)
- Lois de finances (14)
- Loi anti gaspillage pour une économie circulaire (13)
- Loi d'orientation des mobilités (5)
- Autres lois (6)
- Europe & international (24)
- Autres modalités (38)
- Loi Parquet européen (1)
- France 2030 (1)

Le Monde

Les
150



Reprise: Partiellement Non reprise
reprise

- Appliquée (13)
- Partiellement reprise (25)
- Débattue (45)
- En danger (24)
- Insuffisante / Abandonnée (42)
- Non traitée (0)

Influence sur les pouvoirs publics

Données essentiellement sur l'impact du dispositif sur la charge de travail des agents et leur niveau de satisfaction.
Autres critères utiles :

- ❑ Évolution de la perception des agents publics / des élu.e.s sur le sujet traité
- ❑ Évolution de la perception des agents publics / des élu.e.s sur la participation citoyenne
- ❑ Développement des compétences des agents publics en matière de participation citoyenne
- ❑ Niveau des moyens alloués à la participation citoyenne
- ❑ Nombre de démarches participatives
- ❑ Évolution de la qualité des démarches participatives (ex: facilitation, lien à la décision)



Impacts sur les participants

L'un des enjeux les mieux traités par les évaluations d'impact - collecte des données facilitée par des questionnaires soumis aux participant.e.s au début, pendant, et à l'issue du dispositif.

Les critères considérés incluent :

- ❑ Satisfaction à l'égard de l'expérience participative
- ❑ Évolution de la perception du sujet traité
- ❑ Progression des connaissances sur le sujet traité
- ❑ Développement de compétences
- ❑ Évolution de la confiance dans les institutions publiques
- ❑ Évolution de l'engagement citoyen
- ❑ Changements de comportements et de pratiques en lien avec le sujet traité





Résultats convergents pour les assemblées climat

- **Intérêt accru pour les sujets climat** - y compris chez les participant.e.s initialement dubitatifs, mais pas pour les climato-sceptiques affirmé.e.s
- **Forte amélioration de la compréhension** des enjeux climat et des mesures possibles
- **Hausse de l'éco-anxiété pour la majorité**
 - “Choc” mentionné par beaucoup
 - Lien avec une forte implication dans l'assemblée
 - Hausse continue après l'assemblée
- **Baisse de l'éco-anxiété pour certains**, gagnant confiance dans la possibilité d'agir
- **Nombreux changements de comportements et de pratiques** - ex: baisse de la consommation de viande, d'énergie, et de vols aériens



Assemblée Climat UK, 2019-2020

Hausse de l'éco-anxiété

56 % des membres de l'assemblée UK se disaient “très préoccupés” lors de la dernière session en 2020

74% l'était en septembre 2022

Changements de pratiques

79 % des membres ont apporté **un ou plusieurs changements** dans leur vie

39 % en ont effectué **dix ou davantage**



DÉBAT DANS CERTAINS MÉDIAS SUR LA CONVENTION CITOYENNE SUR LE CLIMAT



06.06.2023, 06:00

**Klimarat machte 93
Vorschläge, umgesetzt
wurde keiner**



Vertreterinnen und Vertreter des Klimarats der Bürger bei
Bundespräsident Alexander Van der Bellen.
PETER LECHNER / APA / picturedesk.com

Info — Développement Sport Culture Économie Médias

Participation citoyenne : le Parlement bruxellois lance la
plate-forme democratie.brussels



Les députés du Parlement bruxellois ont adopté une loi qui crée une plateforme électronique pour leur
faciliter les propositions de participation des citoyens à la politique. Cette plateforme permettra aux
citoyens de proposer des idées et des projets de loi. Les propositions seront examinées par les députés
et les citoyens pourront voter sur elles. La plateforme sera accessible à tous les citoyens et les
propositions seront examinées par les députés et les citoyens pourront voter sur elles.

Les députés du Parlement bruxellois ont adopté une loi qui crée une plateforme électronique pour leur
faciliter les propositions de participation des citoyens à la politique. Cette plateforme permettra aux
citoyens de proposer des idées et des projets de loi. Les propositions seront examinées par les députés
et les citoyens pourront voter sur elles. La plateforme sera accessible à tous les citoyens et les
propositions seront examinées par les députés et les citoyens pourront voter sur elles.

Les députés du Parlement bruxellois ont adopté une loi qui crée une plateforme électronique pour leur
faciliter les propositions de participation des citoyens à la politique. Cette plateforme permettra aux
citoyens de proposer des idées et des projets de loi. Les propositions seront examinées par les députés
et les citoyens pourront voter sur elles. La plateforme sera accessible à tous les citoyens et les
propositions seront examinées par les députés et les citoyens pourront voter sur elles.

Les députés du Parlement bruxellois ont adopté une loi qui crée une plateforme électronique pour leur
faciliter les propositions de participation des citoyens à la politique. Cette plateforme permettra aux
citoyens de proposer des idées et des projets de loi. Les propositions seront examinées par les députés
et les citoyens pourront voter sur elles. La plateforme sera accessible à tous les citoyens et les
propositions seront examinées par les députés et les citoyens pourront voter sur elles.

Les députés du Parlement bruxellois ont adopté une loi qui crée une plateforme électronique pour leur
faciliter les propositions de participation des citoyens à la politique. Cette plateforme permettra aux
citoyens de proposer des idées et des projets de loi. Les propositions seront examinées par les députés
et les citoyens pourront voter sur elles. La plateforme sera accessible à tous les citoyens et les
propositions seront examinées par les députés et les citoyens pourront voter sur elles.

Les députés du Parlement bruxellois ont adopté une loi qui crée une plateforme électronique pour leur
faciliter les propositions de participation des citoyens à la politique. Cette plateforme permettra aux
citoyens de proposer des idées et des projets de loi. Les propositions seront examinées par les députés
et les citoyens pourront voter sur elles. La plateforme sera accessible à tous les citoyens et les
propositions seront examinées par les députés et les citoyens pourront voter sur elles.

Influence sur le débat public

Surtout évaluée pour de larges processus participatifs sur
des sujets de société majeurs. Les critères incluent :

- ❑ Couverture médiatique du dispositif
- ❑ Évolution de la couverture médiatique du sujet traité
- ❑ Niveau de sensibilisation du public sur le sujet
- ❑ Adhésion du public aux propositions citoyennes
- ❑ Changements dans le débat sociétal

Assemblées citoyennes sur le climat

- Couverture médiatique limitée mais positive
- Focus sur les processus et les controverses
- Faible connaissance du public - sauf en France, Autriche
- Fort soutien du public informé aux propositions
- Manque de données sur les autres critères



ENVIRONNEMENT
110 km/h sur autoroute, une polémique à toute vitesse



Convention Citoyenne pour le Climat, 2019-20

Couverture médiatique

Record pour une assemblée citoyenne

Débats sur des propositions à fort impact - ex: la limitation de vitesse sur les autoroutes, la publicité pour les produits polluants, et l'interdiction des vols quand une alternative ferroviaire existe

Niveau de sensibilisation et d'adhésion du public

70 % des Français avaient entendu parler des propositions de la CCC.

62 % d'entre eux les approuvait

9,2 % du budget de la CCC alloués à la communication - réseaux sociaux, influenceurs, interviews, réunions publiques

Influence sur l'action citoyenne

Peu d'évaluations intègrent la conduite de sondages pour estimer l'influence des processus participatifs sur les comportements et les pratiques des citoyens.

Exemples de critères :

- ❑ Changement de perception sur le sujet traité
- ❑ Évolution de la confiance dans les institutions
- ❑ Changements de pratiques et comportements en lien avec le sujet
- ❑ Niveau de mobilisation du public sur le sujet





Merci !

Mathilde Bouyé

Coordinatrice Régionale, Europe

mathilde.bouye@opengovpartnership.org

Le Baromètre de la participation citoyenne de l'OCDE

Mesurer la participation telle qu'elle se fait

Benedict Stefani, Analyste des politiques publiques,
Responsable des indicateurs et de la mesure du
gouvernement ouvert, OCDE

Unité de la gouvernance ouverte de l'OCDE

Située au sein de la Direction de la gouvernance publique de l'OCDE, l'Unité de la gouvernance ouverte aide les pays à renforcer leurs capacités à concevoir et à mettre en œuvre des programmes de gouvernement ouvert fondés sur **les principes de transparence, d'intégrité, de responsabilité et de participation citoyenne**, afin de **consolider les pratiques démocratiques** et de renforcer la confiance dans les institutions publiques.

Activités

- Recherche et conseils
- Élaboration de normes
- Dialogue
- Assistance technique et développement des capacités

«Une **culture** de gouvernance qui promeut les principes de **transparence, intégrité, responsabilité et participation** des parties prenantes au service de la **démocratie** et d'une croissance inclusive »

OECD Recommendation of the Council on Open Government

Domaines d'expertise

Politiques de gouvernement ouvert

Participation citoyenne et démocratie numérique

Communication publique et information

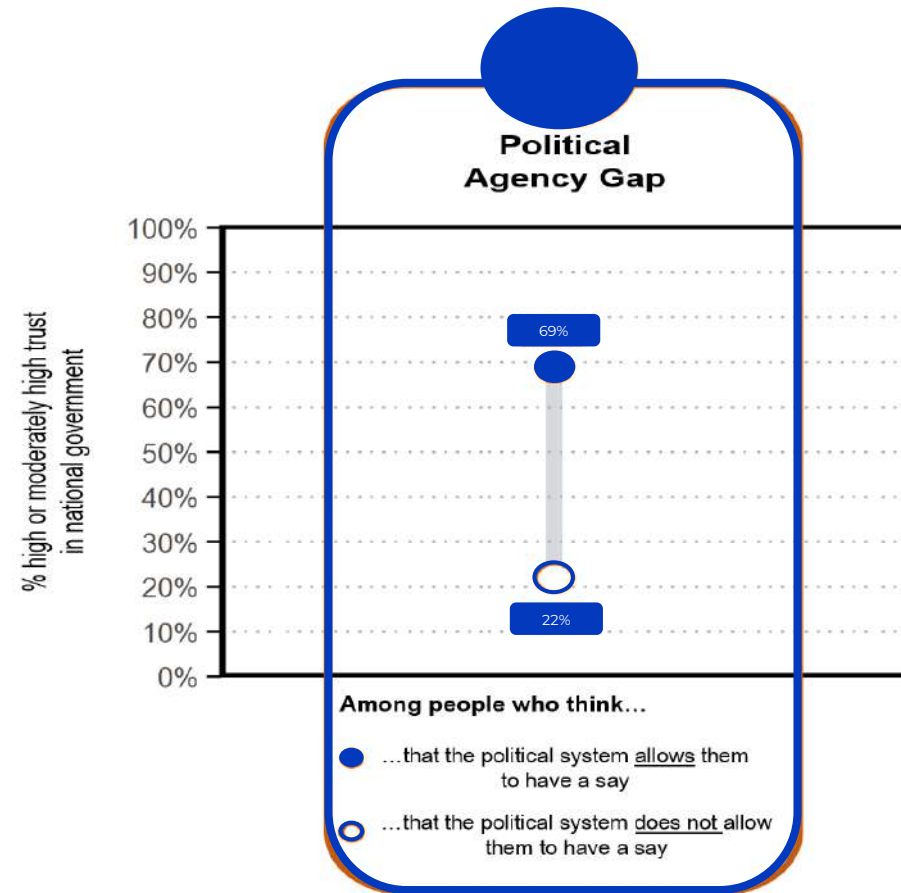
Protection et promotion de l'espace civique

Working parties and groups

OECD Groupe de travail sur le gouvernement ouvert

- Réseau sur la transparence et l'accès à l'information
- Réseau sur l'espace civique pour les agents publics
- Réseau de communication publique (PCN)
- Réseau sur la participation citoyenne innovante (ICPN)

« La voix » est le levier le plus important pour renforcer la confiance



Note: Part de la population ayant une confiance élevée ou modérément élevée dans le gouvernement national, par groupe de population.

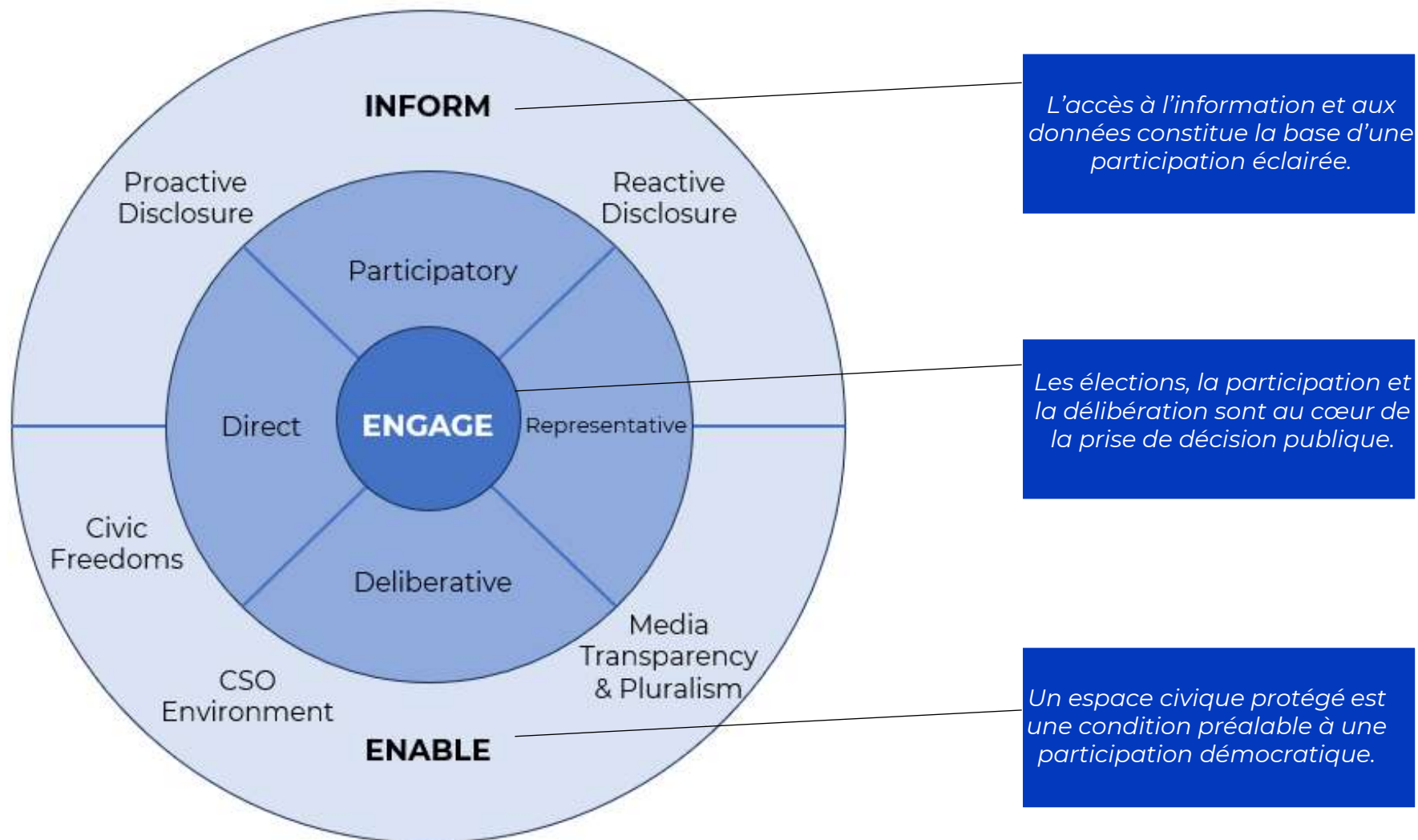
Source: Rapport OCDE sur la confiance 2024.

Défi politique

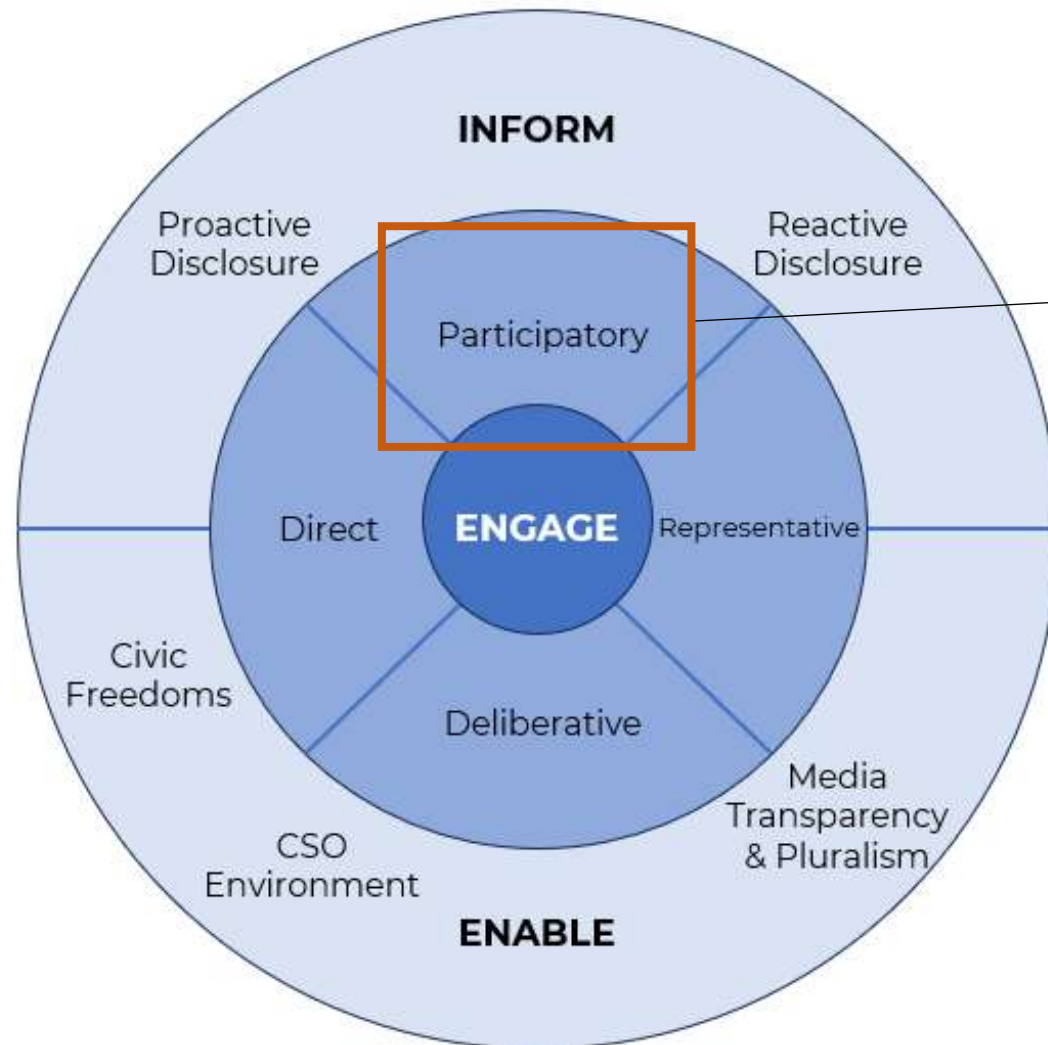
Pourquoi un Baromètre et où en est-on ?

- L'“écart de confiance lié à la participation”: La confiance augmente fortement lorsque les citoyens ont leur mot à dire dans l'action publique (OCDE, 2024). ***Mais comment savoir si les politiques actuelles donnent réellement une voix aux citoyens ?***
- Le Baromètre de la participation citoyenne (CPB): Donne un aperçu concis, fondé sur des données et internationalement comparable des pratiques nationales
- **Valeur ajoutée :**
 - se concentre sur les pratiques réelles,
 - évalue la qualité,
 - couvre l'ensemble de l'écosystème participatif
- **Développement** du prototype:
 - Conçu avec des représentants de sept pays
 - Contributions de plusieurs équipes OCDE et d'organisations internationales
- Ce que montre le prototype:
 - Un **premier test** pratique d'une nouvelle manière de mesurer la participation publique
 - Focus d'aujourd'hui– Illustrer **l'apport du Baromètre pour les politiques publiques**

Le Baromètre – Cadre conceptuel



Le Baromètre – Participation au processus budgétaire



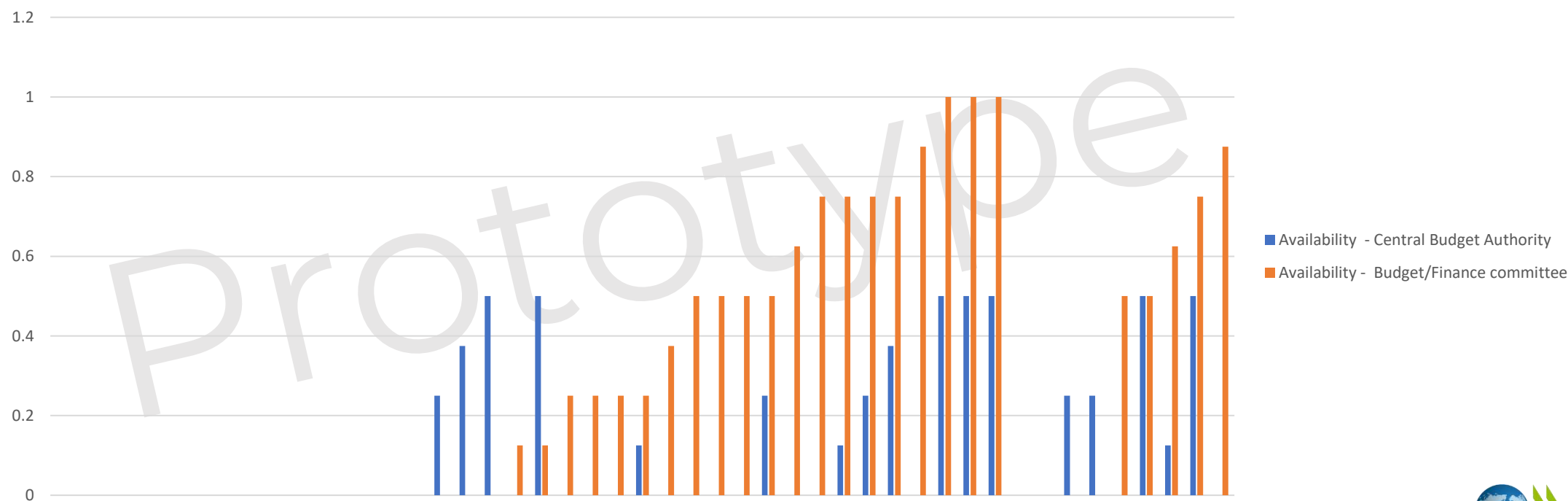
Participation à la formulation du budget :

- **Disponibilité** : étapes du cycle budgétaire où l'exécutif ou les organes législatifs invitent à des contributions publiques, et méthodes utilisées.
- **Accessibilité** : par exemple, options présentielle / numérique, efforts de sensibilisation, clarté des orientations pour les contributeurs.
- **Responsabilité** : existence de retours aux participants et explication de la manière dont les contributions ont été prises en compte.

L'apport du Baromètre pour les politiques publiques

Disponibilité des pratiques participatives au processus budgétaire

- Plusieurs pays offrent de nombreuses possibilités de participation, mais 15 sur 38 (40%) n'en proposent aucune.
- Les pratiques participatives sont plus courantes au sein de la commission parlementaire des finances que dans les processus de l'Autorité budgétaire centrale.

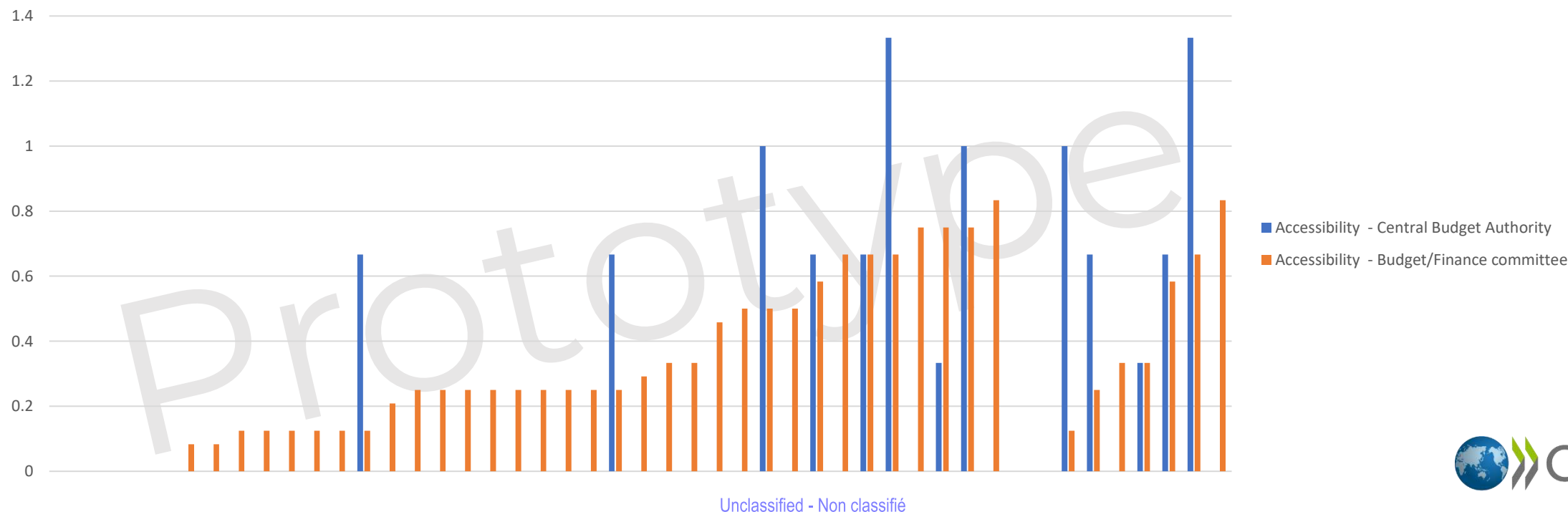


Unclassified - Non classifié

L'apport du Baromètre pour les politiques publiques

Accessibilité des pratiques participatives au processus budgétaire

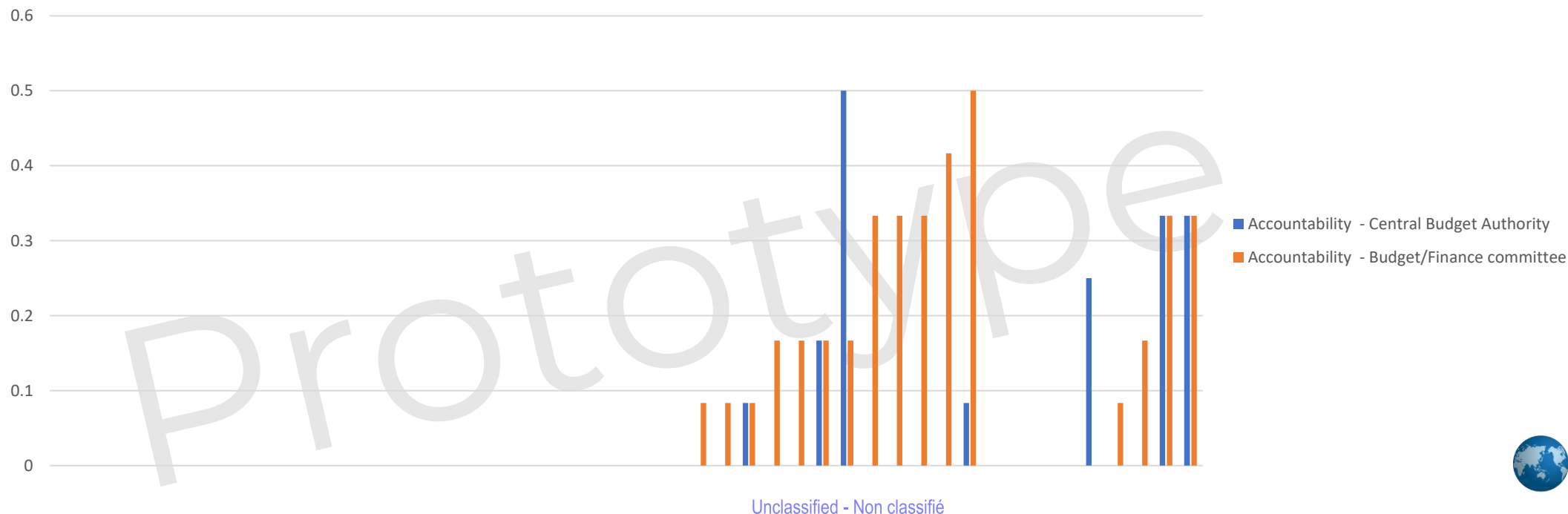
- L'accessibilité est meilleure côté Parlement, grâce à l'ouverture régulière des réunions et à une large publicité des consultations.
- Quand elles existent, les pratiques de l'Autorité budgétaire centrale obtiennent de bons scores, notamment grâce aux consultations mixtes (en ligne et en présentiel) et à une communication large.



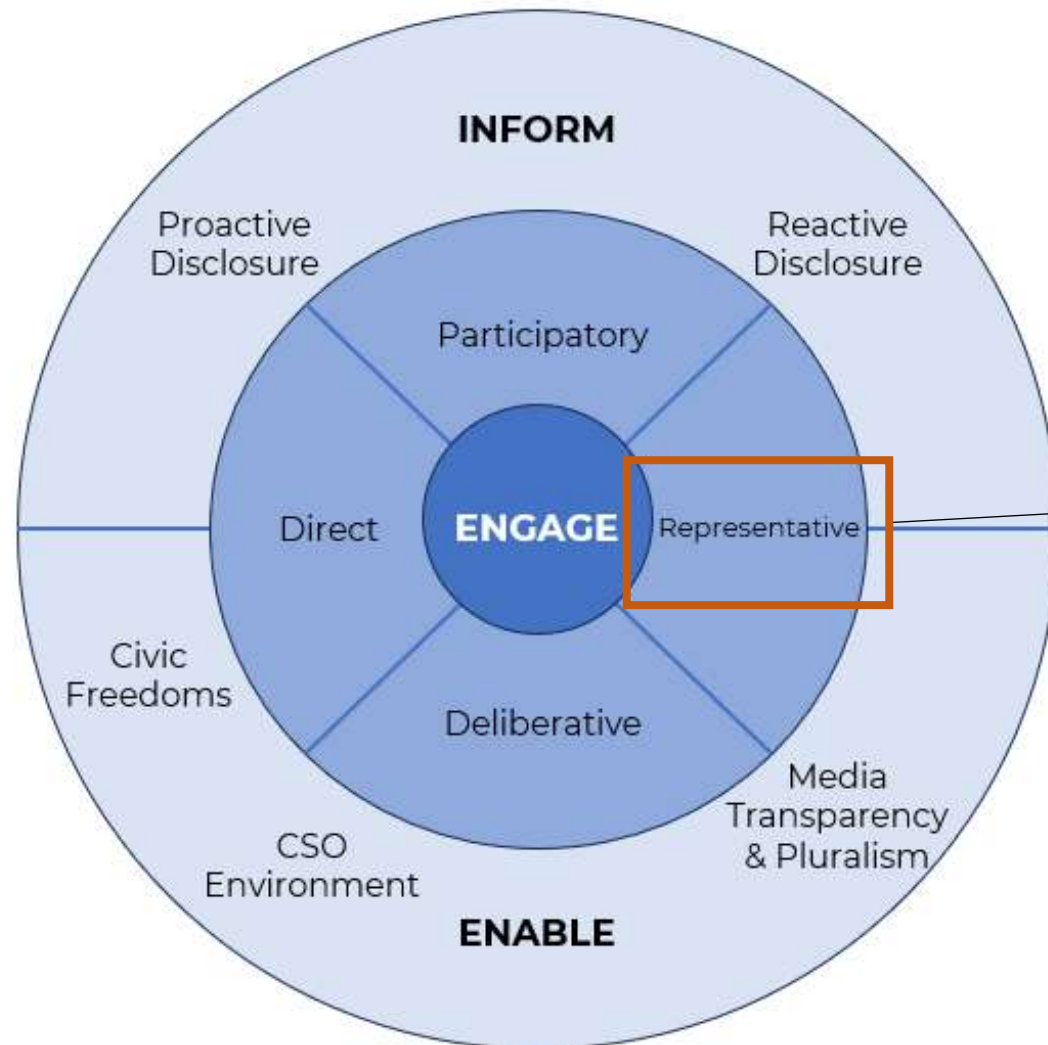
L'apport du Baromètre pour les politiques publiques

Responsabilité des pratiques participatives au processus budgétaire

- Les scores de responsabilité sont très faibles : 26 / 38 pays n'ont aucun mécanisme pour informer les participants du sort de leurs contributions.
- Pour progresser, les pays doivent renforcer le retour d'information : publier les contributions, partager les comptes rendus, expliquer comment elles ont (ou non) été prises en compte.



Le Baromètre – Participation aux élections



Participation aux élections :

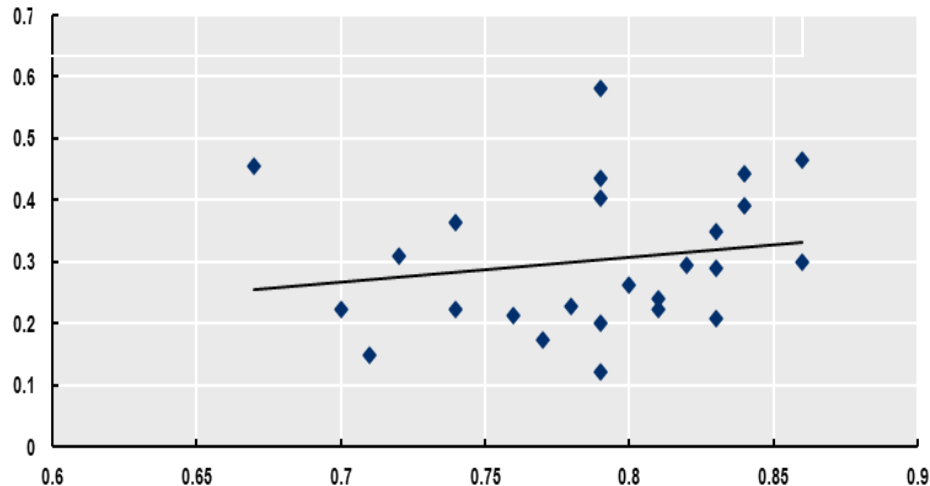
- Les élections sont-elles **disponibles** de manière régulière ?
- Les élections sont-elles **accessibles** de manière équitable à tous les groupes sociaux ?
- Les responsables politiques sont-ils **redevables** envers les électeurs ? Les résultats servent-ils à une transition pacifique du pouvoir ?

L'apport du Baromètre pour les politiques publiques

Le lien entre le Baromètre et l'impact

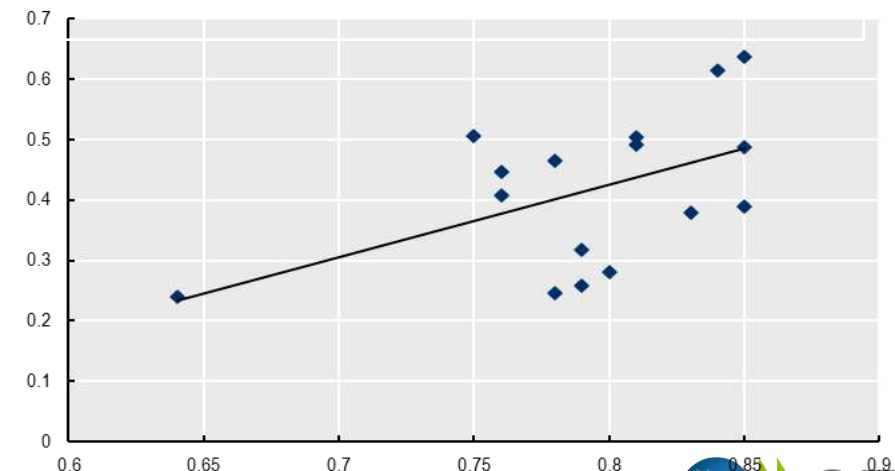
- Données du prototype CPB combinées aux travaux de l'OCDE sur la confiance, la voix, et l'efficacité politique
- Les citoyens disposant de possibilités concrètes de participation par les élections sont plus susceptibles d'estimer avoir une influence sur l'action gouvernementale et faire confiance au gouvernement national

Voix:



Note: $R = 0,4$, élections les plus récentes dans 31 pays de l'OCDE

Confiance:



Note: $R=0.50$. Using latest elections in 17 OECD countries with available data.

*Sous-pilier
représentatif*

Pourquoi mesurer ?

Prototype conclusions

La participation réelle est essentielle pour renforcer la confiance.

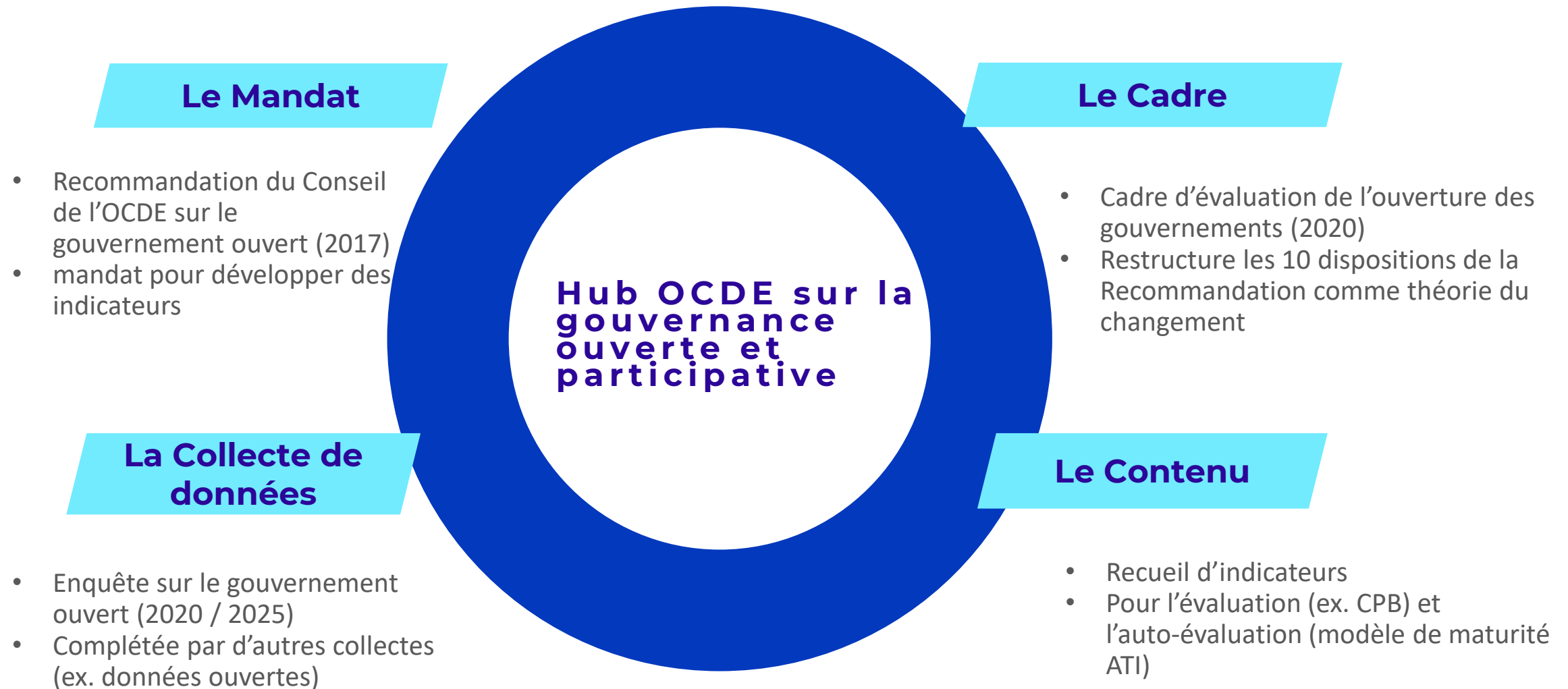
Ce que nous avons vu aujourd'hui :

- Le fonctionnement du Baromètre (Informer – Engager – Faciliter)
- Des résultats du prototype montrant des écarts importants selon les pays et acteurs
- Une lecture centrée sur la qualité des pratiques (disponibilité, accessibilité, responsabilité)
- Le lien entre participation représentative, voix et confiance

Valeur ajoutée du CPB :

- Comprendre la participation telle qu'elle se pratique
- Comparer et améliorer les approches entre pays
- Mieux évaluer l'impact des politiques participatives à terme

À venir : Hub OCDE sur la gouvernance ouverte et participative





Get in touch

Benedict Stefani

Open Governance Unit

OECD Public Governance Directorate

benedict.stefani@oecd.org